

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2021

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

## SYRIE, DIX ANS DE GUERRE

Une crise humanitaire sans fin

## MOLDAVIE

Le pays se vide de ses habitants

## COVID-19

Les plans de relance sont-ils durables ?



## DOSSIER CONFLIT SYRIEN



### 8 Une crise sans fin

Dix ans après le début de la guerre en Syrie, la situation humanitaire dans le pays est plus désastreuse que jamais.

### 10

#### Un engagement dans toute la région

Le conflit syrien a donné lieu à l'action humanitaire la plus importante de l'histoire suisse.

### 15

#### « La réponse internationale n'est pas à la hauteur de l'ampleur de la catastrophe »

Entretien avec Mark Cutts, coordinateur humanitaire régional adjoint de l'ONU pour la crise syrienne.

### 17

#### La Suisse contribue au processus de paix de l'ONU

En Syrie, la DDC mise tant sur l'engagement humanitaire que sur les instruments de politique de paix.

### 19

#### Faits et chiffres

Le magazine est également disponible en ligne :

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)  
[www.eine-welt.ch](http://www.eine-welt.ch)  
[www.un-solo-mondo.ch](http://www.un-solo-mondo.ch)  
[www.one-world-magazine.ch](http://www.one-world-magazine.ch)

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## HORIZONS MOLDAVIE



### 20 L'émigration menace la solidité moldave

De nombreux jeunes quittent la Moldavie, alors que le pays manque de main-d'œuvre qualifiée.

### 24

#### Sur le terrain avec...

Radu Daniil, responsable du programme de gouvernance locale à Chişinău.

### 25

#### Bill Gates existe ! Il vit dans une petite ville de Moldavie

L'écrivain Gheorghe Erizanu dialogue avec sa cousine.

## DDC



### 26 La protection sociale pour briser la spirale de la pauvreté

En Haïti, la Suisse aide le gouvernement à mettre en place un système de sécurité sociale.

### 29

#### Sauver l'or bleu péruvien

La DDC accompagne les entreprises vers une meilleure gestion de l'eau.

### 31

#### Vers un développement économique durable

Dans le Caucase du Sud, les agriculteurs développent leurs exploitations.

### 33

#### Un partenariat d'égal à égal pour des perspectives à long terme

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis évoque la mise en œuvre d'une politique étrangère cohérente.

## FORUM



### 34 Une relance économique qui oublie la planète ?

Face à la crise du Covid-19, les gouvernements débloquent des milliards pour sauver les entreprises, mais sans demander de contreparties climatiques.

### 37

#### Comment transformer un malheur en bonheur

Carte blanche : la Cambodgienne Bopha Phorn relate son mariage et la pression exercée sur les femmes pour qu'elles se conforment aux normes sociales.

## CULTURE



### 38 Le pop art contre le blues du coronavirus

À Tachkent, une galerie se bat pour que les artistes ouzbeks indépendants puissent continuer à travailler malgré la pandémie.

3 Éditorial

4 Périscope

41 Service

43 Coup de cœur avec KT Gorique

43 Impressum

# UNE DÉCENNIE DE TÉNÉBRES



© DDC

L'histoire de la Syrie est mouvementée et cela ne vaut pas seulement pour la dernière décennie. Il y a soixante ans, en 1961, alors que la DDC vient tout juste d'être créée, des officiers syriens s'emparent du pouvoir, à la faveur d'un putsch qui sonne le glas de la République arabe unie, proclamée trois ans plus tôt. Mais le calme ne revient pas pour autant.

Nul n'aurait imaginé qu'en 2021, dix ans après le début des soulèvements dans le monde arabe, la Syrie ne serait qu'un vaste champ de ruines. L'obscurité n'est pas seulement le manque de lumière, de perspectives. Dans un conflit tel que celui que traverse la Syrie, l'obscurité, c'est le sort effroyable réservé principalement à la population civile, les pertes et la souffrance qu'elle doit endurer. Des existences saccagées, des millions de personnes réduites à fuir, à croupir dans un camp de réfugiés au Liban, en Jordanie ou en Turquie.

Autrefois, des étudiants du monde entier venaient à Damas pour apprendre l'arabe, admirer le patrimoine culturel, découvrir le pays. Il y a bien longtemps que les touristes ont délaissé la Syrie: des combattants étrangers, ou *foreign fighters*, ont pris leur place. Les affrontements sans merci génèrent sans cesse de nouvelles tragédies. Les nombreux orphelins, parqués dans de sordides camps pour déplacés internes, en savent quelque chose. Quand donc verra-t-on le bout du tunnel?

Ce «nouveau» conflit parmi tant d'autres fait rage depuis dix ans déjà. Les chiffres sont éloquentes. L'année dernière, selon les estimations de la Banque mondiale, deux tiers des 18 millions de Syriens dépendaient de l'aide humanitaire. La population syrienne compte un tiers de déplacés internes, soit plus de six

millions de personnes. Quelque 5,5 millions de personnes ont fui hors des frontières. Une lourde hypothèque pour les ressources et la stabilité des généreux pays voisins.

Comment les agences de développement peuvent-elles agir, là où des puissances mondiales s'affrontent, et que fait la Suisse? Les dilemmes sont nombreux, car l'aide n'atteint pas toujours ceux qui en ont le plus besoin. Là où le droit international humanitaire devrait protéger la population, il est souvent foulé aux pieds. Même les projets à long terme destinés à reconstruire des infrastructures ruinées prennent rapidement un caractère politique.

Depuis 2011, la Suisse s'engage sur de nombreux plans: financièrement, avec un budget de plus de 520 millions de francs, via des actions directes et l'envoi d'experts du Corps suisse d'aide humanitaire, ainsi que par le soutien d'organisations partenaires actives dans la région. Il s'agit là de la plus importante action humanitaire jamais menée par notre pays. Sans relâche, la Suisse remet la souffrance syrienne à l'ordre du jour sur l'échiquier diplomatique et dans les négociations multilatérales.

Mais il faudra encore bien plus pour que le pays reprenne son souffle et que ses habitants se sentent à nouveau en sécurité. Baisser les bras, détourner les yeux reviendraient à trahir tous ces êtres qui placent leur espoir en la communauté internationale. L'espoir que la pression soit maintenue pour que la lumière chasse les ténèbres et qu'après le Printemps arabe, auquel a succédé un hiver sans fin, l'été puisse un jour revenir en Syrie.

*Patricia Danzi*  
Directrice de la DDC



## LE CORONAVIRUS STIMULE L'AGRICULTURE URBAINE

(zs) La pandémie de Covid-19 et la crise qui en découle renforcent la pauvreté. À Chiang Mai, ville située au nord de la Thaïlande, de nombreux habitants ont perdu leur emploi lié au tourisme. Pour nourrir les plus démunis, l'architecte Supawut Boonmahathanakorn a eu l'idée de convertir une décharge inutilisée en une ferme urbaine. Une fois le plan agricole approuvé par les autorités, un appel aux dons de plants, de semis et de fumier a été lancé sur les réseaux sociaux. Puis, grâce à des pelles prêtées par la municipalité, plusieurs milliers de tonnes de déchets ont été évacués de la parcelle (0,48 hectare). Le terrain a été nivelé et une riche couche de terre arable ajoutée. Des familles sans abri ainsi que des élèves d'une école publique y cultivent désormais aubergines, maïs, bananes, manioc, piments, tomates, choux verts et herbes. «Les fermes urbaines ne peuvent pas nourrir une ville entière, mais elles améliorent l'alimentation et contribuent à une plus grande autosuffisance des personnes vulnérables. Elles se révèlent particulièrement importantes en période de crise», souligne Supawut Boonmahathanakorn.

## RISQUES MAJEURS

(sch) Dans son rapport «Global Risks Report 2021», le Forum économique mondial (WEF) aborde les risques à venir sous un angle double: quels sont les risques les plus susceptibles de se manifester? Lesquels auront les effets les plus dévastateurs? Pour cette analyse, le WEF a interrogé 650 experts de la banque, de l'assurance, d'organisations onusiennes et d'universités. Parmi les risques majeurs figurent les maladies infectieuses, l'échec de la lutte contre la crise climatique et les armes de destruction massive. Alors que les maladies infectieuses n'occupaient que la dixième place dans le rapport précédent, le Covid-19 les a propulsées en tête. Les principaux risques à court terme liés à la pandémie sont un chômage croissant et l'absence de revenus. Les décès et la perte de moyens de subsistance érodent, en outre, la cohésion sociale. De plus, la désillusion gagne les jeunes à un rythme effréné et leur confiance dans l'économie et les institutions politiques s'étiolent.

## HYDROLOGUES AMATEURS POUR DE MEILLEURES RÉCOLTES

(sch) Au Rajasthan et au Gujarat, au nord-ouest de l'Inde, les nappes phréatiques sont insuffisantes et souvent surexploitées. Le projet Marvi, une coopération de l'Université Maharana Pratap à Udaipur et de la Western Sydney University, forme des hydrologues amateurs ou «Bhujal Jankaar». Lors d'ateliers, des paysans ne possédant pas ou peu de formation scolaire apprennent à enregistrer la pluviométrie et à mesurer le niveau de nappes phréatiques dans des puits. Via leur smartphone, ils transmettent ensuite ces données aux universités, qui leur indiquent quelles variétés semer pour utiliser au mieux les maigres ressources hydriques. Une meilleure gestion de l'eau et le recours à une irrigation goutte à goutte ou à un système Sprinkler ont permis d'économiser jusqu'à 70 % d'or bleu, avec un rendement meilleur. Le projet sera étendu à 20 000 villages dans sept États.

## UNE TECHNOLOGIE INNOVANTE POUR ENREGISTRER LES BÉBÉS

(zs) Le droit à l'identité est fondamental: il permet d'avoir accès à tous les autres. Or, de nombreux parents ne déclarent pas leurs enfants à la naissance. Plusieurs raisons à cette situation: un accès insuffisant, des coûts élevés ou un manque d'information. Résultat: sans existence légale, les enfants sont privés d'un avenir social et économique. Pour remédier à cette problématique, deux ingénieurs – le Burkinabé Adama Sadawago et le Français Francis Bourriès – ont développé une solution innovante: iCivil. À la naissance d'un enfant, la sage-femme lui remet un bracelet doté d'un code à bulles unique et aléatoire ainsi que d'un code QR. Elle enregistre ensuite les données dans une application dédiée sur un téléphone portable. Ces dernières sont alors transmises au serveur central d'iCivil pour générer automatiquement l'acte de naissance. Lequel peut être retiré dans tout office d'état civil sur présentation du bracelet. Un système rapide et efficace qui, après avoir été testé dans une dizaine de maternités pilotes à Ouagadougou, sera déployé dans l'ensemble du Burkina Faso. Une vingtaine de pays se sont déclarés intéressés par le dispositif.





## COUP DE CRAYON d'Adene (France): à propos du conflit syrien



### LE PATRIARCAT REND MALADE

(sch) La santé humaine est fortement tributaire des conditions sociales et culturelles. C'est ce que montre un nombre croissant de travaux scientifiques. Dans une étude comparative, Siobhán Mattison, ethnologue, et Katherine Wander, épidémiologue, ont pu établir que les inégalités de genre nuisaient à la santé. Pour ce faire, une équipe a rendu visite à deux communautés paysannes de la minorité ethnique des Mosuo, au sud-ouest de la Chine. Principale différence socioculturelle entre les deux groupes: l'un est organisé de façon matrilineaire, avec transmission de l'héritage des mères aux filles. Les femmes ont ainsi plus d'autonomie et de pouvoir. Les chercheuses ont interrogé des centaines de foyers au sein des deux groupes, mesuré les tensions artérielles et prélevé des échantillons sanguins pour analyse. Leur constat: les femmes du groupe de tradition matrilineaire ont une santé bien meilleure que celles du groupe patrilinéaire. Selon les chercheuses, cette différence s'expliquerait essentiellement par une meilleure inclusion sociale et un plus grand soutien au quotidien, ce qui cause moins de stress, néfaste pour la santé.

### MARIAGES EN PÉRIL SUITE À LA CRISE CLIMATIQUE

(sch) Dans l'État d'Andhra Pradesh, au sud de l'Inde, les paysans ne trouvent plus de femmes. C'est l'une des conséquences de la crise climatique, révèle une étude. Pour 70% de la population rurale indienne, l'agriculture est la première source de revenus. Le réchauffement planétaire a modifié le régime des précipitations et les phénomènes climatiques extrêmes se font plus nombreux. Les paysans voient ainsi leurs récoltes et leurs revenus diminuer. Leur situation se révèle plus précaire. Or, dans les campagnes, les parents s'efforcent d'arranger pour leurs filles un mariage avec un conjoint dont l'existence serait assurée. Basant leurs observations sur un panel de plus de 1000 personnes, les chercheurs estiment qu'environ la moitié des agriculteurs d'Andhra Pradesh peinent à trouver une épouse. Réalisée en collaboration avec l'Université de Melbourne, l'University College de Londres et l'Université de Southampton Solent, l'étude se penche sur les conséquences sociales de la crise climatique, un sujet peu abordé jusqu'à présent.







La Vie quotidienne dans des conditions extrêmement difficiles: Alep, en juin 2019.

© Meredith Kohut/NYT/Redux/laif





# DOSSIER SYRIE, DIX ANS DE GUERRE

---

UNE CRISE SANS FIN PAGE 8  
UN ENGAGEMENT DANS TOUTE LA RÉGION PAGE 10  
«LA RÉPONSE INTERNATIONALE N'EST PAS À LA HAUTEUR  
DE L'AMPLEUR DE LA CATASTROPHE» PAGE 15  
LA SUISSE CONTRIBUE AU PROCESSUS DE PAIX DE L'ONU PAGE 17  
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19



# UNE CRISE SANS FIN

Dix ans après le début du conflit syrien, la situation humanitaire est plus désastreuse que jamais. Alors que les besoins ne cessent de croître, l'aide internationale est soumise à une pression grandissante. Le manque de fonds et les restrictions d'accès mettent en péril le soutien à plusieurs millions de personnes.

Texte: Christian Zeier

Au début, il y avait l'espoir. En mars 2011, alors que le Printemps arabe commence à poindre ici et là, en Syrie aussi, on assiste à de grandes manifestations. Lorsque des jeunes sont arrêtés en raison de tags subversifs, les gens descendent dans la rue à Deraa, au sud. Les forces de sécurité tirent sur la foule. La colère monte, les protestations se multiplient. En juillet, ils sont des centaines

de milliers à défiler dans tout le pays. Personne ne s'en doute encore et, pourtant, c'est le début d'un conflit dévastateur dont on n'entrevoit toujours pas la fin dix ans plus tard.

«Quand je pense à cette époque, j'éprouve un sentiment de désarroi, de refoulement», confie la Syrienne Amira, dont l'identité et le lieu de résidence se-

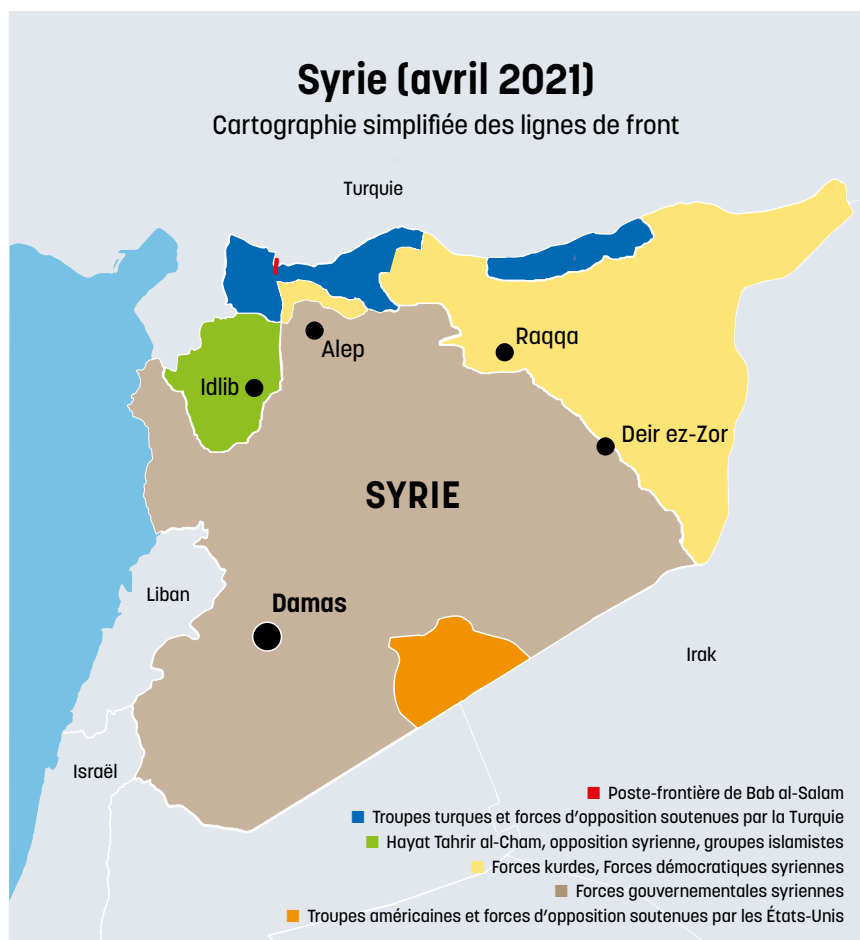
ront tus, pour des raisons de sécurité. «Nous ne comprenions pas ce qui arrivait à notre pays, poursuit-elle. Tout s'est subitement effondré.»

À l'impulsion première des manifestants, qui réclament surtout la liberté, des réformes démocratiques et la lutte contre la corruption, vient s'ajouter bientôt une revendication majeure: le





départ du président Bachar al-Assad. Les forces de sécurité syriennes répliquent par une répression brutale, cherchant à étouffer la révolution par tous les moyens. Des groupes d'opposition armés se constituent, d'abord pour se protéger, puis pour lutter contre le pouvoir. Bientôt, des groupuscules djihadistes s'en mêlent, alors que des États tiers se mettent à financer des commandos armés. La Syrie s'enlise dans la guerre.



## Fuir ou mourir

Amira verra nombre de ses amis périr. D'autres quitteront le pays. Elle-même est restée. «Au début, nous avons cru que ce cauchemar cesserait bientôt, explique-t-elle. Personne n'aurait imaginé qu'il durerait dix ans.» Autrefois paisible, sa ville tremble sous les déflagrations et accueille des réfugiés. Il faudra plusieurs années à Amira pour accepter cette nouvelle réalité. Un processus douloureux, aujourd'hui encore: «On ne s'y fait jamais tout à fait. Il faut tâcher de survivre.» L'histoire d'Amira,

comme des millions d'autres, raconte la souffrance en Syrie.

«Nous attendons que la vie continue.» Ce sont les mots d'Ahmed, qui a fui le sud-ouest du pays pour gagner la Jordanie, où il vit maintenant avec sa famille, dans un camp de réfugiés. «Nous, les adultes, n'avons plus d'avenir. L'avenir de nos enfants est aussi le nôtre. Mon pays aujourd'hui est un lieu de combat, pas de vie», résume Farhad, qui a quitté Derik, au nord-est du pays, pour rejoindre la Suisse par la Turquie. «Il y a beaucoup de gens bien en Syrie, mais on ne peut plus en dire autant des différents groupuscules.»

Longtemps, les journalistes occidentaux se concentrent sur l'ascension et le déclin de l'État islamique alors que, sur place, la situation devient toujours plus inextricable au fur et à mesure que la guerre se prolonge. Quantité de factions et de milices aux appartenances les

plus diverses prennent part au conflit. Les puissances étrangères ne tardent pas à entrer en scène, notamment la Turquie, la Russie, les États-Unis, l'Iran, Israël ou l'Arabie saoudite. Le conflit syrien tourne à la guerre par procuration.

D'abord, les troupes de l'opposition remportent quelques victoires. Dès 2015, l'heure de la reconquête de vastes pans du territoire sonne pour le gouvernement, épaulé par l'Iran et la Russie. Actuellement, la Syrie est à nouveau sous le contrôle de l'État, quelques zones septentrionales mises à part. Dans une large mesure, le nord-est se trouve entre les mains des troupes des Forces démocratiques syriennes alors qu'au nord-ouest des forces armées soutenues par la Turquie et des groupements islamistes contrôlent un territoire sur lequel s'entassaient quelque trois millions de civils. Beaucoup d'entre eux redoutent un retour sur leurs terres, contrôlées par le régime.

Les manifestations ont débuté au printemps 2011 dans la ville de Deraa. Sur les banderoles, on peut lire «Deraa saigne» et «Celui qui tue son propre peuple est un traître».

© UPI/laif

Le conflit syrien a éclaté il y a dix ans. Il est considéré comme l'une des pires catastrophes causées par l'être humain depuis la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de victimes est estimé à un demi-million. Plus de six millions de Syriens ont quitté le pays et le nombre de déplacés internes frôle les sept millions. Selon l'ONU, pour la seule Syrie, treize millions de personnes dépendaient de l'aide extérieure début 2021. Rien d'étonnant, dès lors, si ce conflit a donné lieu au plus important engagement humanitaire de l'histoire suisse en termes financiers.

Pour l'aide internationale, l'un des principaux défis demeure inchangé : l'accès aux populations en détresse. Les affrontements ainsi que des lignes de conflit mouvantes entravent l'action sur le ter-

rain. Les parties belligérantes tentent régulièrement de bloquer les convois ou d'en tirer profit. Diverses ONG dénoncent une instrumentalisation de l'aide à des fins politiques (voir encadré).

### « Whole of Syria »

Soucieuse de répondre à ces difficultés d'accès, l'ONU a rapidement développé l'approche « Whole of Syria », un concept destiné à s'assurer que toute personne en Syrie reçoive l'aide nécessaire, indépendamment de son appartenance politique, religieuse ou ethnique. Depuis 2014, une résolution du Conseil de sécurité a permis, pour acheminer l'aide, d'emprunter officiellement quatre postes-frontières qui ne se trouvent pas sous l'autorité du ré-

gime. Ainsi, l'ONU peut livrer des denrées dans des régions frontalières non contrôlées par le gouvernement, sans l'accord de Damas. On distingue grosso modo trois types d'accès pour l'aide à la Syrie : des livraisons depuis une zone gouvernementale vers un territoire contrôlé par l'opposition via une ligne de front (*cross-line*), des livraisons vers un territoire contrôlé par l'opposition depuis la Jordanie, l'Irak ou la Turquie via un poste-frontière (*cross-border*) et, enfin, des livraisons vers une zone gouvernementale depuis Damas.

Chacune des variantes comporte ses difficultés spécifiques. Pour la plupart des ONG, seul un approvisionnement depuis Damas ou des pays voisins, via la frontière, est envisageable. Combiner les deux est quasiment impossible, en rai-

## UN ENGAGEMENT DANS TOUTE LA RÉGION

(cz) Le conflit syrien a des répercussions sur toute la région et est durement ressenti par les pays voisins. La Suisse a donc défini son engagement via un programme de coopération régional. Outre la Syrie, il inclut la Jordanie, le Liban, l'Irak et la Turquie. Il entend protéger les populations touchées, atténuer leur détresse et, là où cela est possible, encourager des efforts de développement.

Depuis 2011, la Suisse a débloqué plus de 500 millions de francs pour améliorer les conditions de vie des populations affectées dans la région, avec une attention particulière aux domaines suivants : protection et migration, formation et revenus, prévention des conflits

et promotion de la paix, accès à l'eau et à des installations sanitaires. Par ailleurs, la DDC fournit une aide d'urgence en cas de crise humanitaire aiguë.

On distingue quatre catégories d'engagement en matière d'aide humanitaire. Tout d'abord, des interventions directes mises en œuvre par la Suisse



Septembre 2020, c'est la rentrée des classes dans le camp de réfugiés de Zaatari, en Jordanie.

© UNHCR/Shawkat Alharfash



son des entraves politiques générées par les parties belligérantes. L'exemple de deux ONG ayant choisi deux approches différentes pour atteindre le même but permet de se faire une idée de la situation. D'un côté, la Fondation Maram, basée à Gaziantep, en Turquie, d'où elle coordonne l'aide à la population du nord-ouest syrien. De l'autre, l'ONG Première Urgence Internationale (PUI) qui, depuis Damas, soutient la population dans les territoires contrôlés par le régime.

Début 2012, Maram était l'une des premières organisations à soutenir les déplacés internes en Syrie. Aujourd'hui, elle est active dans des domaines très divers, de la construction de camps d'accueil aux projets WASH (eau, assainissement et hygiène) en passant par

l'éducation des enfants. «Notre QG est en Turquie, mais nous comptons de nombreux collaborateurs en Syrie et nous considérons comme une ONG locale», déclare Yakzan Shishakly, de la Fondation Maram. D'après lui, les atouts de l'approche transfrontalière sont évidents: ne pas dépendre du feu vert du gouvernement permet d'agir plus vite et de façon plus souple, sans que les aides soient récupérées à des fins politiques.

### Complémentarité

Emmanuel Tronc travaille depuis cinq ans pour l'ONG internationale PUI à Damas. Si les soupçons de manipulation ne sont pas nouveaux, ils ne concernent pas son organisation, estime-t-il: «Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune

tentative du gouvernement de nous influencer.» D'une part, PUI ne travaille pas *cross-line* et apporte son soutien uniquement aux territoires contrôlés par le gouvernement. D'autre part, l'ONG a établi d'emblée que ses activités seraient coordonnées avec les autorités, mais que l'évaluation des besoins, la mise en œuvre et le suivi s'effectueraient de manière indépendante.

PUI était présente en Syrie avant le début du conflit. Fin 2012, elle a adapté ses opérations en conséquence. «À cette époque, de nombreuses organisations ont quitté Damas, prenant leurs distances avec le gouvernement, relève Emmanuel Tronc. Notre position est autre: les gens ont besoin d'aide, quel que soit le régime en place.» Selon lui, mettre les différentes approches en concurrence n'est pas judicieux. Actuellement, certaines zones ne sont accessibles que depuis Damas, d'autres uniquement depuis les pays voisins. «Nous sommes complémentaires. C'est le seul moyen d'aider la population dans son ensemble, en toute impartialité.»

Difficile de dire combien de temps cette complémentarité sera encore possible. De plus en plus d'ONG internationales se font enregistrer par Damas. De 16 en 2016, elles sont passées à 32 en 2021. Ceci pourrait s'expliquer par la pression croissante à laquelle est soumise l'aide humanitaire de l'étranger.

### Accès en péril

Les zones conquises par les troupes gouvernementales et la pression politique internationale n'ont cessé de limiter le nombre de postes-frontières envisageables pour l'aide de l'ONU. Fin 2019, la Russie et la Chine opposent leur veto à un renouvellement de la résolution garantissant l'acheminement *cross-border* de l'aide. Sur quatre postes-frontières, seuls deux pourront être empruntés.

À l'été 2020, après l'action des deux pays, la situation devient plus délicate

elle-même, comme un projet qui offre à des groupes de population défavorisés au Liban l'accès à de l'eau potable. Ensuite, la DDC épaulé des partenaires multilatéraux et bilatéraux, par exemple via une contribution à des fonds humanitaires de l'ONU, un soutien financier au CICR ou un appui aux projets d'ONG internationales ou locales.

Dans une approche globale (voir article principal), la Suisse soutient des programmes sur l'ensemble du territoire syrien. Depuis 2017, un bureau humanitaire à Damas appuie des projets dans les zones contrôlées par le régime et le nord-est. La DDC finance aussi des convois vers le nord-ouest du pays, via la frontière.

Une présence physique tant en Syrie que dans les pays voisins constitue une plus-value importante, estime Andreas Huber, responsable du Bureau régional de coopération de la DDC à Amman. C'est, pour la Suisse, le

seul moyen de garantir que son aide humanitaire atteigne toutes les populations en détresse, indépendamment des lignes de conflit. Cette structure permet, en outre, de suivre directement les projets et de maintenir des contacts précieux sur place. L'ampleur de l'aide suisse et sa répartition dépendent des besoins et de l'évolution de la situation. Andreas Huber cite l'exemple de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de fermer Yaroubiyé, point de passage clé à la frontière avec l'Irak. Dans l'urgence, l'ONU avait dû suspendre des contributions. Une réaction rapide des bailleurs de fonds s'imposait. «Nous sommes montés au créneau en élargissant nos interventions dans le domaine de la santé. Ce qui distingue notre travail, entre autres, ce sont cette rapidité et cette flexibilité», souligne-t-il.

Des centaines de milliers de Kurdes, d'Arabes et d'Araméens ont fui le nord de la Syrie face à l'offensive turque en novembre 2019. Ici, le camp de réfugiés de Washu Kanyia, près de la ville d'Hassaké.

© Daniel Pilar/laif

encore, faisant de Bab al-Hawa, entre le sud de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, le seul point de passage. Lui aussi est d'ailleurs menacé: cet été, le Conseil de sécurité votera à nouveau. Si la résolution n'est pas renouvelée, l'aide transfrontalière sera paralysée. Les conséquences pour des ONG telles que la Fondation Maram ainsi que pour la population du nord-ouest de la Syrie seraient effroyables. «Si l'ONU se retire, c'est un pan énorme du financement et de l'infrastructure qui s'écroule, relève Yakzan Shishakly, de la Fondation Maram. Nous avons essayé de développer d'autres options, en vain. Sans résolu-

tion, personne ne sait comment poursuivre.»

«L'absence de résolution serait une catastrophe pour l'accès à l'aide humanitaire», confirme Mohannad Talas, représentant du NGO Forum Northwest Syria. Techniquement, les ONG locales pourraient continuer à approvisionner le nord-ouest du pays, mais il leur manquerait les fonds, la coordination et la sécurité liés à l'engagement de l'ONU. «Le régime d'Assad voit en ces travailleurs humanitaires des terroristes», explique-t-il. Ils ne pourraient donc en aucun cas opérer depuis Damas. De





surcroît, trop dangereux et controversé, l'approvisionnement du nord-ouest depuis Damas via la ligne de front est pour le moment exclu.

Il serait imaginable qu'à l'avenir plus d'argent soit alloué directement à des ONG locales, que l'ONU transfère son fonds destiné aux opérations *cross-border* à d'autres acteurs ou qu'une sorte de consortium coordonne l'aide transfrontalière. Quoi qu'il en soit, selon Mohannad Talas, il est incompréhensible qu'une limitation de l'aide humanitaire puisse être envisagée au vu du contexte. «La situation économique est

désastreuse en Syrie. Et le Covid-19 ne fait qu'aggraver les choses», pointe-t-il.

### La crise au lendemain de la guerre

Le fait est que la victoire militaire de Bachar el-Assad et le recul des combats n'ont pas amélioré la situation humanitaire. Si le nombre de victimes de bombardements ou d'affrontements a diminué, la malnutrition va croissant, la monnaie s'est effondrée, le prix des denrées alimentaires a grimpé en flèche et des produits aussi basiques que le pain ou l'essence se font de plus en plus rares.

La situation s'est certes stabilisée, mais le conflit qui a duré des années et les incertitudes quant à l'avenir ne font qu'accroître la souffrance du peuple syrien.

Dix ans après le début de la guerre, la Syrie est dans l'impasse. Les principaux alliés de Bachar el-Assad n'ont pas les ressources nécessaires pour reconstruire le pays. D'autres bailleurs de fonds potentiels tels que l'UE, les États-Unis et la majorité des pays européens assujettissent leur aide à une résolution politique du conflit. La levée des sanctions dépendra, elle aussi, de concessions de la part du gouvernement.





Dans un rapport conjoint publié en juillet 2020, les ONG Oxfam et NRC considèrent la Syrie comme l'un des contextes les plus délicats du monde pour une aide humanitaire souhaitant rester fidèle à ses principes. Opérer depuis Damas suppose notamment d'être confronté à des obstacles bureaucratiques. Certaines activités sont soumises à un contrôle plus strict de la part du gouvernement et en deviennent difficiles à concrétiser. Ces dernières années, des voix dénoncent régulièrement des tentatives de récupération de l'aide internationale par les belligérants, par Damas en particulier. Pour empêcher de telles instrumentalisation et détecter les risques de manière précoce, les ONG, l'ONU ainsi que les bailleurs de fonds comme la Suisse recourent à d'importants mécanismes de contrôle.

À Genève, le processus de paix conduit par l'ONU piétine. Les États-Unis et d'autres pays reprochent à Bachar el-Assad des atermoiements dans l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Une solution politique et, ainsi, une amélioration de la situation humanitaire restent lointaines.

Tout espoir d'un avenir meilleur serait-il donc vain? Selon Yakzan Shishakly, de la Fondation Maram, une chose est claire: un avenir ne peut être envisagé avec le gouvernement actuel. «Tout dépend des grandes puissances, souligne-t-il. La Syrie a perdu le contrôle depuis longtemps.» Emmanuel Tronc, de l'ONG PUI, croit à une lumière au bout du tunnel, même si elle n'est pas visible.

«Mon espoir, ce sont les Syriens, dit-il. Ils sauront reconstruire le pays. Mais, pour cela, il leur faut des ressources.»

Amira, elle, serait déjà heureuse de pouvoir imaginer un avenir, quel qu'il soit, pour son pays. «Nous ne vivons plus qu'au jour le jour. Pouvoir rêver à nouveau, ce serait bien.» ■

De l'eau et du papier toilette sont distribués à des réfugiés arabes dans la région de Jazira, au nord-est de la Syrie, en novembre 2019.

© Alex Lourie/Polaris/laif





# « LA RÉPONSE INTERNATIONALE N'EST PAS À LA HAUTEUR DE L'AMPLEUR DE LA CATASTROPHE »

Coordinateur humanitaire régional adjoint de l'ONU pour la crise syrienne, Mark Cutts a une vue d'ensemble du conflit. Dans cet entretien, il évoque la situation actuelle, sa plus grande inquiétude et la raison pour laquelle il n'a pas encore perdu espoir, malgré les mauvaises nouvelles.

Entretien : Christian Zeier

**Mark Cutts, le monde s'intéresse-t-il encore à la Syrie, dix ans plus tard ?**

Il est difficile d'obtenir les moyens nécessaires, d'autant plus que cette guerre s'éternise. Du côté des bailleurs de fonds, on perçoit une certaine lassitude et de nombreux pays sont financièrement en difficulté à cause de la pandémie. En outre, d'autres crises arrivent sur le devant de la scène. Mais il ne faut pas oublier que l'ampleur de la crise syrienne est colossale. Nous sommes très inquiets pour l'avenir.

---

**« ACTUELLEMENT, ON RECENSE 4,1 MILLIONS DE PERSONNES DANS LES ZONES NON CONTRÔLÉES PAR LE RÉGIME, AU NORD-OUEST, DONT 2,7 MILLIONS SONT DES DÉPLACÉS INTERNES. »**

---

**Comment la situation a-t-elle évolué au cours des dernières années ?**

Entre décembre 2019 et mars 2020, près d'un million de Syriens ont fui l'offensive de Damas. Actuellement, on recense 4,1 millions de personnes dans les zones non contrôlées par le régime, au nord-ouest, dont 2,7 millions sont des déplacés internes. La situation économique catastrophique vient aggraver la situation, tout comme le Covid-19. L'hiver a été froid, avec des inondations. Un bilan désastreux, pire que jamais.



© UNOCHA

**Où vivent les personnes déplacées ?**

Elles ont trouvé un abri dans des camps ou des campements de fortune, dans des écoles, des entrepôts ou des ruines. Ceux qui sont sous tente ont moins de chance : une chaleur torride en été, un froid glacial en hiver et vous êtes à la merci des inondations. Certains n'ont qu'une bâche de plastique pour se protéger de pluies violentes ou de chutes de neige : un scandale. Nous assistons actuellement à l'une des plus grandes détresses humanitaires mondiales et ne sommes pas en mesure de réagir comme il le faudrait.

**MARK CUTTS** travaille depuis bientôt trente ans pour les Nations Unies. Il est coordinateur humanitaire régional adjoint de l'ONU pour la crise syrienne depuis 2018. Auparavant, il dirigeait le Bureau de la coordination des affaires humanitaires au Myanmar et au Soudan. Pour le compte du HCR, il a occupé divers postes à Genève, à Bruxelles, en Bosnie et Herzégovine ainsi qu'en Albanie. Après avoir étudié la théologie et les relations internationales, il a œuvré pour l'ONG Save the Children dans différents pays.



### De quoi manque-t-on ?

L'argent ainsi qu'un accès sûr et durable font défaut. La Syrie reçoit plus de deux milliards de dollars d'aide humanitaire par an : c'est beaucoup, et nous en sommes très reconnaissants. Mais cela ne suffit pas pour soutenir toutes les personnes touchées. Sur l'ensemble du territoire, treize millions de personnes dépendent de cette aide. Elles ont besoin de nourriture, d'un toit, d'eau potable propre, d'un accès aux soins, etc. La réponse internationale n'est pas à la hauteur de l'ampleur de la catastrophe.

### Les accès depuis l'étranger sont sans cesse entravés. Comment cette situation influence-t-elle votre travail ?

Les besoins humanitaires se sont accrus dans le nord-ouest. Il nous faudrait donc plus de moyens et de meilleurs accès. Que le Conseil de sécurité de l'ONU puisse ne pas renouveler la résolution cet été nous inquiète aussi fortement : sans elle, pas d'aide transfrontalière de l'ONU.

### Quelles en seraient les conséquences ?

Sans renouvellement, il faut s'attendre à un désastre. L'ONU ne sera plus à même de financer directement des or-

ganisations syriennes et d'assumer sa mission d'aide humanitaire. Elle joue un rôle important dans la surveillance et le contrôle des mesures d'aide transfrontalières. Elle empêche le détournement de marchandises et s'assure de leur bon acheminement. Sans l'ONU, la transparence et l'obligation de rendre des comptes seraient moindres, ce qui pourrait fragiliser les financements. Il faut savoir que le nord-ouest du pays est une région dangereuse, contrôlée en grande partie par des organisations considérées comme terroristes par le Conseil de sécurité. Nos partenaires sur le terrain effectuent un travail extraordinaire. Ils risqueraient d'être confrontés à de nombreux défis supplémentaires.

### Existe-il un plan B ?

Une chose est sûre : il n'y a pas de solution de remplacement équivalente. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour que la résolution soit renouvelée. Mais il va sans dire que nous travaillons, partout dans le monde, avec des scénarios de rechange, en Syrie aussi. Nous ne tournerons pas le dos à la population syrienne si la résolution n'est pas reconduite. Nous continuerons à nous engager sur de nombreux plans, mais il nous faudra adapter fondamentalement notre façon de travailler. Toutes les options envisageables sont bien moins bonnes et entraîneraient d'énormes souffrances humaines.

### L'ONU pourrait-elle également soutenir la population du nord-ouest depuis Damas ?

Elle plaide pour une utilisation de toutes les voies d'accès. Si les parties belligérantes trouvaient un accord, nous serions tout à fait prêts à organiser des convois depuis les territoires contrôlés par le régime. Non pas pour remplacer l'aide transfrontalière, mais pour la compléter. Au vu des restrictions auxquelles on peut s'attendre en matière d'aide via la ligne de front, il faut absolument que les postes-frontières restent ouverts.

### Êtes-vous optimiste ?

Tout dépend de la capacité des membres du Conseil de sécurité à surmonter leurs divergences. Nous exhortons tous les membres du Conseil à considérer en priorité les besoins d'une population civile vulnérable. Ils préserveraient dès lors l'artère par laquelle l'aide nécessaire a été fournie à des millions de personnes dans le nord-ouest de la Syrie ces dernières années. Le Conseil de sécurité placerait ainsi l'être humain au-dessus de la politique. Nous comptons là-dessus.

### Comment parvenez-vous personnellement à continuer, en dépit de toutes les mauvaises nouvelles ?

Dans les crises de ce genre, le pire et le meilleur de l'humanité se côtoient. Nous assistons à des attaques brutales contre des civils, à la torture, aux emprisonnements. Mais il y a aussi l'héroïsme de ceux qui sont prêts à aider. Dans le seul nord-ouest, nous recensons 15000 travailleurs humanitaires syriens. Viennent s'y ajouter des enseignants, des médecins, des sauveteurs et des soignants qui, chaque jour, risquent leur vie pour d'autres. Ils ont perdu des proches, ont été chassés, mais ne baissent pas les bras. Les sacrifices consentis par ces personnes, leur dévouement et leur courage ne cessent de m'encourager. Notre devoir, en tant que représentants de l'ONU, est de les soutenir. Nous n'avons pas le droit de les abandonner. ■

### ÉLOGES APPUYÉS

Interrogé sur l'engagement suisse en Syrie, Mark Cutts ne tarit pas d'éloges. Selon lui, la Suisse contribue de manière importante à de nombreuses initiatives et est un bailleur de fonds clé de l'aide humanitaire. La collaboration avec des institutions étatiques est très étroite, dans les domaines les plus variés. Une coopération avec des ONG telles que le Centre pour le dialogue humanitaire ou l'Appel de Genève s'est également mise en place. « La Suisse joue par ailleurs un rôle moteur dans les discussions politiques sur les dossiers humanitaires, souligne Mark Cutts. L'ONU en tire largement profit. »



# LA SUISSE CONTRIBUE AU PROCESSUS DE PAIX DE L'ONU

Sans paix, pas de développement. La Suisse mise donc tant sur l'engagement humanitaire en Syrie que sur les instruments de politique de paix. La plateforme de discussion Civil Society Support Room en fait partie.

(cz) Quel que soit le poste qu'elle occupe, Marwa Jerdy conserve le même objectif principal: «Je veux tout faire pour améliorer la vie de mes semblables.» La Syrienne s'y est d'abord attachée en tant que journaliste avant de devenir responsable médias de la Fondation Nour. Celle-ci soutient les populations en détresse en Syrie, en particulier les jeunes et les femmes.

Depuis bientôt un an et demi, Marwa Jerdy représente aussi son organisation au sein de la Civil Society Support Room (CSSR), une plateforme de la société civile syrienne qui vient compléter les pourparlers de paix de l'ONU à Genève. L'idée centrale de ce projet est que l'avenir de la Syrie ne doit pas se négocier

entre les seuls belligérants. Les débats doivent aussi donner la parole aux citoyens.

## Initiative suisse

Ainsi, Marwa Jerdy rencontre régulièrement une palette bigarrée d'acteurs de la société civile, personnellement ou en ligne. Il y a là des représentants d'ONG, des organisations humanitaires, des groupes de femmes, des universitaires, des journalistes ou encore d'anciens fonctionnaires de l'État syrien. Certains vivent dans des régions contrôlées par le gouvernement, d'autres dans des territoires passés à l'opposition, d'autres encore sont issus des plus de six millions

de Syriens à l'étranger. Pour participer, une condition: ne pas faire partie des belligérants. Les discussions abordent les thèmes les plus divers: la réforme de la Constitution, les droits des femmes, mais aussi l'accès à l'aide humanitaire ou les cessez-le-feu.

La CSSR a été mise en place en 2016 par l'Envoyé spécial des Nations Unies pour

La Suisse a contribué au lancement de la plateforme Civil Society Support Room (CSSR). Les visages des participants, ici à Genève en janvier 2020, sont floutés pour protéger leur identité.

© NOREF





la Syrie de l'époque, en collaboration avec la Suisse. Cette plateforme s'inscrit dans l'engagement de la Confédération en matière de politique de paix (voir encadré). Elle entend remonter aux sources du conflit pour contribuer à une éventuelle solution. La CSSR est gérée conjointement par Swisspeace (Fondation pour la paix) et le Centre norvégien pour la résolution des conflits. Elle bénéficie de l'appui financier de la Suisse, mais aussi de la Norvège, de la Suède et de l'Union européenne.

---

**« LA CSSR PERMET À CERTAINS DES PARTICIPANTS DE SE RENCONTRER POUR LA PREMIÈRE FOIS, CAR LES POSSIBILITÉS D'ÉCHANGE ENTRE LES LIGNES DE FRONT SONT QUASI INEXISTANTES. »**

Luca Urech

---

« La CSSR illustre bien la façon dont la Suisse peut, par des initiatives propres, s'engager en faveur de la paix », relève Luca Urech, de la Division Sécurité humaine, dont dépend ce projet au sein du DFAE. La promotion d'un processus de paix inclusif correspond parfaitement à la démocratie suisse et à sa longue tradition de bons offices.

## Impact sur le processus de paix

Au cœur de cette initiative: la volonté de créer des passerelles. « La CSSR permet à certains des participants de se rencontrer pour la première fois, car les possibilités d'échange entre les lignes de front sont quasi inexistantes », explique Luca Urech. Au début, les séances étaient laborieuses avec, parfois, de violentes confrontations d'arguments. Depuis, les différents groupes se sont rapprochés, avec une meilleure perception des points communs et plus de tolérance envers les divergences.

Avant que les discussions ne soient menées en ligne, les participants se rencontraient à Genève. Régulièrement entendus par l'Envoyé spécial des Nations Unies, ils se font l'écho des thèmes abordés dans le cadre du processus de paix au sein de la société civile. D'ailleurs, certains anciens utilisateurs de la CSSR sont désormais directement impliqués dans le processus de paix. Parmi les membres du Comité constitutionnel chargé de rédiger une nouvelle Constitution syrienne, on compte des représentants du gouvernement et de l'opposition, mais aussi 50 personnes issues de la société civile.

## Une intégration réussie de la société civile syrienne

Selon Luca Urech, le plus grand défi à ce jour a été d'instaurer la confiance entre les participants et de faire accepter la CSSR aux belligérants. Le scepticisme des débuts a cédé la place à un intérêt pour le point de vue des membres de la plateforme, mais aussi de la part de pays comme la Russie, la Turquie, l'Iran ou les États-Unis. « C'est un grand pas en avant », résume le diplomate. Les États ont compris qu'échanger avec la société civile pouvait représenter une plus-value pour eux.

Pour que cet aperçu soit le plus représentatif possible, l'ONU s'efforce de garantir la diversité du panel en dosant continuité et roulement. Au fil des années, une banque de données s'est constituée, riche de plusieurs centaines de représentants de la société civile syrienne ayant tous pris part une ou plusieurs fois aux échanges de la plateforme. D'après Luca Urech, cette participation de la population à large échelle fait partie des rares effets collatéraux bénéfiques du conflit: « Du jamais vu, à vrai dire. » Pour la première fois, des acteurs de la société civile sont engagés officiellement dans un processus de paix onusien. Une approche qui fait désormais des émules dans d'autres contextes.

Marwa Jerdy estime, elle aussi, que cet échange institutionnalisé peut faire évoluer les choses. Le processus devra encore clarifier et établir le rôle concret que la plateforme pourra jouer dans le cadre d'une solution politique. La journaliste en est toutefois convaincue: « La société civile peut devenir la troisième force qui saura unifier notre pays. » ■

---

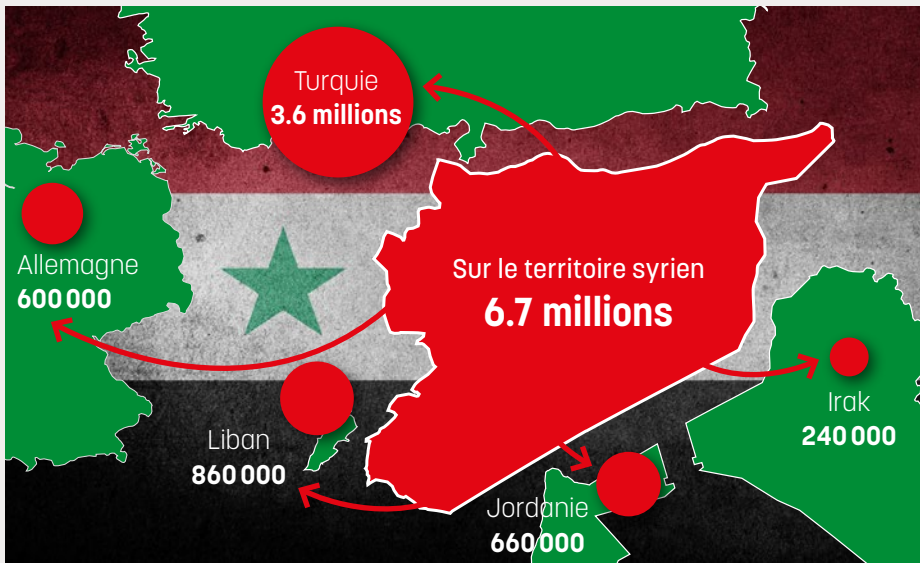
## PROMOTION DE LA PAIX

En tant qu'État hôte du processus de paix des Nations Unies pour la Syrie à Genève, la Suisse accomplit une mission particulière. D'une part, elle joue un rôle clé dans des questions logistiques telles que la venue de participants aux pourparlers. D'autre part, elle est à l'origine d'initiatives propres en matière de politique de paix. La Suisse soutient le processus de paix via des projets tels que la CSSR, mais elle œuvre également en faveur d'une cohabitation plus pacifique sur le terrain, du respect du droit international humanitaire et de la lutte contre l'impunité. Elle a ainsi soutenu, par exemple, la création du Mécanisme international, impartial et indépendant au travers duquel les preuves de violations graves du droit international dans le conflit syrien sont collectées et analysées. Ces preuves ont déjà pu être utilisées lors de procès dans plusieurs pays et constitueront la base de procédures à venir.



# FAITS ET CHIFFRES

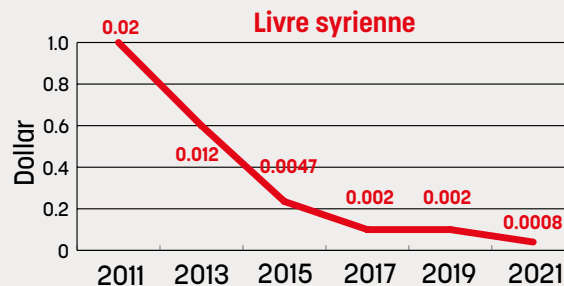
## Où les Syriens ont trouvé refuge



\*Réfugiés relevant du mandat du HCR, requérants d'asile compris (2020)

## L'effondrement de la monnaie syrienne

2011: 1 dollar =  
0.02 livre syrienne  
2013: 0.012  
2015: 0.0047  
2017: 0.002  
2019: 0.002  
2021: 0.0008



## Citations

**2014** « La situation en Syrie est la crise humanitaire la plus dramatique que le monde ait connue depuis longtemps. »

António Guterres, à l'époque Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

**2016** « La Syrie est confrontée à la plus grande crise humanitaire de notre temps. »

Filippo Grandi, actuel Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

**2021** « La crise syrienne reste la plus grave crise du monde en matière de réfugiés et, pour beaucoup, la situation a atteint un niveau sans pareil. »

Ayman Gharaibeh, directeur du Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord auprès du HCR

## Sources et liens

<https://www.ddc.admin.ch>  
(clé de recherche: Pays, Moyen-Orient)  
Informations sur l'engagement de la Suisse au Moyen-Orient (Syrie, Liban, Jordanie, Irak).

<https://data2.unhcr.org/fr/situations/syria>  
Données chiffrées et statistiques sur la situation des réfugiés syriens recensés dans la région.

[www.thenewhumanitarian.org/](http://www.thenewhumanitarian.org/)  
(clé de recherche: Browse by region, Middle East, Syria)  
Repères et informations sur l'aide humanitaire en Syrie et dans la région.

<https://reliefweb.int/>  
Rapports actuels par pays, informations sur des projets et données chiffrées relatives.

<https://www.unocha.org/syria>  
Actualités du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

<https://www.unhcr.org/sy/>  
Informations relatives aux activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Syrie.

## Chiffres clés

- Selon les estimations, **400 000 à 500 000** personnes ont péri dans le conflit syrien.
- Des **centaines de milliers** de personnes ont été emprisonnées.
- Près de **128 000** personnes n'ont plus donné signe de vie et sont considérées comme mortes ou toujours en prison.
- On estime à quelque **15 000** le nombre de personnes décédées entre 2011 et 2020 des suites de la torture.
- Avec un budget de **20 milliards** d'euros pour contrer les effets de la crise syrienne, l'UE et ses membres sont les principaux bailleurs de fonds.
- La Suisse a mis plus de **500 millions** de francs à disposition depuis 2011 pour aider les populations touchées dans la région.







# L'ÉMIGRATION MENACE LA SOLIDITÉ MOLDAVIE

Depuis des années, la Moldavie subit une hémorragie démographique. La situation est paradoxale : l'instabilité politique, le marché du travail défaillant et les bas salaires poussent les jeunes à émigrer vers l'Occident, alors que le pays manque de main-d'œuvre qualifiée, en particulier dans le secteur de la santé.

Texte : Volker Pabst

Les classements où la Moldavie se place en tête ne sont pas nombreux. Mais en matière de déclin démographique, ce petit pays situé entre la Roumanie et l'Ukraine occupe régulièrement le premier rang. Depuis l'indépendance, la population de l'ancienne République soviétique est passée de 4,3 à environ 3,3 millions d'habitants. Elle pourrait tomber à moins de 2 millions de personnes d'ici à 2050 si la tendance se poursuit.

La principale raison de cette évolution qui perdure depuis trois décennies est l'émigration. L'instabilité politique, mais aussi un marché du travail défaillant et le faible niveau des salaires poussent de nombreux Moldaves à chercher fortune à l'étranger. Chaque année, 1,5% de la population décide de quitter le pays. L'émigration est devenue l'issue la plus courante pour améliorer sa propre situation, y compris en temps de pandémie.

Rodica Cheptine-Nenita, 32 ans, vit à Londres avec son mari depuis la fin de l'année dernière. À Chişinău, elle possé-

dait son propre salon de beauté et dispensait des cours de maquillage. « Mais, avec le confinement, tout le monde restait chez soi. Mes services n'étaient plus demandés et j'ai fait faillite en quatre mois. » Dans ce pays pauvre, les aides du gouvernement aux indépendants sont minimes. « Mon mari avait déjà travaillé à Londres, où vit une partie de sa famille. Il était logique pour nous de tenter un nouveau départ en Angleterre. »

## Passeport européen

Une décision précipitée par la suppression de la libre circulation des personnes entre le Royaume-Uni et l'UE, à la fin de l'année dernière. De nombreux Moldaves possèdent le passeport roumain, facile à obtenir pour des raisons historiques. Pendant l'entre-deux-guerres, l'essentiel du territoire moldave a été intégré à la Roumanie.

Le couple garde pour l'instant son appartement à Chişinău, mais un retour est peu probable : « La qualité de vie au Royaume-Uni l'emporte sur la reconnaissance sociale en Moldavie », confie Rodica Cheptine-Nenita. Son mari est producteur de cinéma, mais gère actuellement un supermarché.

« Les retours sont peu nombreux », explique Olga Gagaus, de l'Institut national de recherche économique à Chişinău.

Cette sociologue étudie les tendances démographiques à long terme. L'effet est même doublement négatif, car l'émigration concerne principalement les jeunes, qui fondent ensuite une famille à l'étranger. « Et la pandémie n'a pas vraiment inversé la tendance. » Si la migration économique à court terme s'est interrompue, comme partout ailleurs, beaucoup sont repartis dès que

## UN PAYS DIVISÉ

La Moldavie a déclaré son indépendance de l'Union soviétique en 1991. Peu après, la mince bande de terre située à l'est du Dniestr proclame à son tour la sienne. Une courte guerre sanglante éclate en 1992, qui se termine par une intervention russe. Depuis lors, le conflit est considéré comme « gelé ». La Transnistrie n'est reconnue par aucun État du monde, pas même par la Russie. Néanmoins, Moscou agit comme un protecteur du pseudo-État, dont l'existence assure l'influence russe en Moldavie, empêchant l'intégration de celle-ci dans l'Occident. La réunification ne semble pas à l'ordre du jour, mais le contact devient plus facile entre les deux composantes du pays. La Transnistrie a hérité de la majeure partie de l'industrie lourde de l'ancienne République soviétique et continue à alimenter la Moldavie en électricité.

Au marché aux puces situé derrière la gare de la capitale Chişinău, de nombreux habitants achètent et vendent des vêtements.

© Ashley Gilbertson/VII/Redux/laif





De nombreux hôpitaux en Moldavie souffrent d'une pénurie de travailleurs qualifiés.

© Tim Wegner/laif

### ESPOIR DE RÉFORMES

La Moldavie est l'exemple type de l'État capturé par des réseaux oligarchiques qui en siphonnent les ressources. Le scandale bancaire de 2014 a ainsi englouti un total d'un milliard de dollars. Les profiteurs existent autant dans la classe politique pro-occidentale que russophile. Depuis quelques années, l'alliance Acum s'établit comme troisième force, avec un engagement crédible en faveur de l'État de droit et contre la corruption. Sa cheffe Maia Sandu, diplômée de Harvard et ancienne conseillère de la Banque mondiale, a brièvement dirigé un gouvernement de coalition, qui a toutefois refusé les réformes et s'est rapidement effondré. Elle a, du reste, fait son retour lors de l'élection présidentielle de 2020. La première présidente du pays souhaite tenir des élections dès que possible pour former un nouveau gouvernement ouvert aux réformes.

les restrictions ont été assouplies pour les travailleurs les plus recherchés, par exemple les auxiliaires agricoles ou les soignantes.

### Emplois mal rémunérés

De plus, les Moldaves durablement établis à l'étranger sont restés dans leur pays d'accueil, constate Olga Gagaus: «Les gens n'ont pas confiance dans notre système de santé.» D'autres États d'Europe de l'Est, eux aussi durement touchés par l'émigration, ont vu une partie de la diaspora revenir pendant la pandémie. Le télétravail peut être effectué de partout. Certaines personnes retournées au pays pourraient d'ailleurs s'y établir définitivement. Car la Pologne, la République tchèque et la Roumanie ont développé des industries florissantes ces dernières années, notamment en informatique. Et les salaires de postes qualifiés sont parfois comparables au niveau occidental. En Moldavie, ce genre d'incitations fait défaut: les emplois bien rémunérés sont pratiquement inexistants.

La Moldavie a connu différentes phases d'émigration. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la communauté juive émigre majoritairement en Israël

et en Allemagne. L'identité nationale se trouve accentuée et une partie de la minorité slavophone s'installe en Russie. La brève guerre qui éclate autour de la région de Transnistrie, dans l'est du pays, joue également un rôle. Au-delà de cette migration dite ethnique, une migration saisonnière débute alors vers la Russie, où de nombreux Moldaves travaillent comme commerçants ou ouvriers du bâtiment, sans obligation de visa. Plus tard, une migration économique irrégulière s'engage vers les pays occidentaux, l'Italie et l'Espagne particulièrement, en parallèle à la Roumanie.

Au fil du temps, il devient plus facile de s'installer légalement à l'Ouest avec sa famille: l'Italie et l'Espagne décrètent des amnisties, la Roumanie adhère à l'UE en 2007 et l'obligation de visa est levée pour les Moldaves dans l'espace Schengen en 2014. L'émigration devient plus attractive pour les personnes hautement qualifiées.

La situation moldave est paradoxale: les jeunes émigrent massivement pour chercher du travail, alors que le pays manque de main-d'œuvre qualifiée. La situation est particulièrement précaire dans le secteur de la santé.



D'autres pays d'Europe de l'Est perdent également des milliers de professionnels de la santé chaque année, mais, en Roumanie, l'émigration est partiellement compensée par les nouveaux arrivés, notamment moldaves. En Moldavie, l'immigration est quasi nulle. Le gouvernement reconnaît la gravité de la situation: Aureliu Ciocoi, Premier ministre par intérim, a récemment déclaré dans une interview que l'avenir de la Moldavie en tant qu'État viable était en jeu.

## Transfert de connaissances

Empêcher les gens de partir, comme le suggérerait un ministre roumain, n'est pas une solution, estiment la plupart des experts. «Le pays profite du travail de nos citoyens à l'étranger, y compris économiquement», rappelle Olga Gagaus. Les transferts d'argent de la diaspora représentaient 15% de la performance économique du pays en 2019 et même 35% en 2006: «Sans cet argent, le taux de pauvreté serait plus que doublé.»

Il vaut mieux renforcer les effets positifs de la migration, en soutenant le transfert de connaissances. Le programme de promotion des investissements va dans le bon sens, même si ses résultats laissent encore à désirer, estime la sociologue. Jusqu'ici, l'argent envoyé par les proches travaillant à l'étranger est presque exclusivement destiné à la consommation.

À long terme, il faut créer les conditions pour que les habitants aient envie de rester en Moldavie, considère Olga Gagaus: «C'est la seule façon d'inverser la tendance.» Dans un État marqué par la corruption et la mauvaise gestion, le défi est de taille. Mais la nouvelle présidente Maia Sandu, élue en novembre dernier, redonne confiance à de nombreux Moldaves pro-occidentaux. «La mauvaise gestion du pays nous a poussés à émigrer. Maintenant, nous avons au moins une présidente qui ne nous fait pas honte!», s'exclame Rodica Cheptine-Nenita. La diaspora a joué d'ailleurs

un rôle important dans l'élection d'une présidence favorable aux réformes.

## Rester, malgré tout

Des jeunes envisagent, du reste, un avenir dans leur pays d'origine. Comme Alexandru Macrinici, qui s'est rendu en Roumanie en 2011 pour étudier la mise en scène. Il a financé ses études grâce à une bourse et à un emploi dans une agence de placement, ce qui n'aurait pas été possible en Moldavie.

Il rédige désormais une thèse de doctorat à l'Université de Tergu Mures en Roumanie, mais passe la majeure partie de son temps à Chişinău. Après son diplôme, il entend lancer des projets théâtraux dans les écoles moldaves. «En Roumanie, la vie serait plus facile, surtout en période de pandémie», relève le jeune homme de 28 ans. Mais la perspective de créer une activité qui n'existe pas encore dans son pays d'origine lui offre une grande liberté créative: «Pour moi, c'est la bonne voie. C'est ici que je veux faire évoluer les choses!» ■

*Établi à Istanbul, Volker Pabst est le correspondant en Europe du Sud-Est du quotidien zurichois Neue Zürcher Zeitung.*

## MOLDAVIE EN BREF

### Nom

République de Moldova.  
Dans les médias de langue française, le pays est couramment appelé Moldavie.

### Superficie

33 843 km<sup>2</sup>

### Population

3,3 millions

### Capitale

Chişinău (530 000 habitants)

### Langues

Roumain ainsi que gagaouze, russe ou ukrainien selon les régions.

### Religions

Orthodoxes: 98,5 %  
Juifs: 1 %  
Baptistes et autres: 0,5 %





Sur le terrain avec ...

## RADU DANII

### RESPONSABLE DU PROGRAMME DE GOUVERNANCE LOCALE À CHIȘINĂU

Propos recueillis par Luca Beti

La fin du printemps, l'été ou le début de l'automne sont les meilleures périodes de l'année pour visiter la Moldavie. La verdure y est omniprésente, y compris dans la capitale Chișinău. C'est agréable de s'allonger à l'ombre dans un parc ou d'admirer les bâtiments historiques de la ville. Enclavée entre l'Ukraine et la Roumanie, la Moldavie a subi l'influence de ses voisins. Cela transparait dans son architecture.



Ces derniers mois, j'ai fait de longues balades dans les rues de Chișinău. En raison de la pandémie, je parcours à pied, une à deux fois par semaine, les six kilomètres qui séparent mon domicile du bureau de la DDC. Cela me permet d'éviter les transports publics bondés. Les autres jours de la semaine, je travaille à la maison. J'ai trois enfants: un fils (14 ans) et deux filles (11 et 2 ans). La journée, les deux grands sont à l'école: un le matin, l'autre l'après-midi. La cadette, elle, reste à la maison. J'ai de la chance, car ma femme a le temps de s'occuper d'eux pendant cette période compliquée.

Depuis l'apparition du coronavirus, je travaille principalement en ligne. Avant, j'allais tous les trois mois sur

le terrain pour rencontrer nos partenaires. J'échange avec eux désormais à distance. Cela me permet d'organiser des réunions plus facilement et plus fréquemment. Mais c'est aussi fatigant de toujours communiquer via Internet, de rester à la maison sans pouvoir changer d'air. Le contact humain avec mes collaborateurs me manque.

La Suisse soutient la Moldavie depuis l'an 2000, d'abord par l'intermédiaire d'un programme humanitaire, puis dès 2009 via des projets de coopération et de développement. Malgré d'énormes progrès, le pays reste le plus pauvre du continent européen. La précarité touche particulièrement les zones rurales. La stratégie actuelle de la DDC a défini trois priorités: les réformes dans le domaine de la santé, le renforcement de la gouvernance locale ainsi que le développement économique et l'emploi.

Malgré la pandémie, nos projets n'ont pas été retardés. Je suis responsable du programme de gouvernance locale. Il s'agit, en premier lieu, d'encourager la participation de la population, en particulier des personnes les plus défavorisées. Celles-ci doivent pouvoir exprimer leurs opinions sur les questions qui les concernent. Nous voulons aussi accroître les ressources des autorités locales pour qu'elles soient en mesure de répondre adéquatement aux besoins et aux exigences des habitants. Enfin, au niveau national, nous aidons le gouvernement à promouvoir les réformes nécessaires en vue de la décentralisation.

Le manque de perspectives professionnelles, le chômage élevé et le fort taux d'émigration sont des entraves importantes au développement économique du pays. Près de 25% de la population moldave travaille à l'étranger. L'un de

nos programmes est précisément axé sur la migration et le développement économique. En collaboration avec le gouvernement, nous avons soutenu la création d'associations dites de villes natales pour les migrants. Grâce à des envois de fonds, la diaspora moldave coopère avec les autorités locales pour lancer divers projets dans les communautés où elle a grandi. Il s'agit d'améliorer, par exemple, l'approvisionnement en eau, la collecte des déchets, l'évacuation des eaux usées ou encore le réseau routier. Nous avons déjà mis en place plus de deux cents associations de ce type dans tout le pays. L'initiative a connu un tel succès que ce modèle de développement économique a été reproduit plus de deux cents fois sans notre aide. ■

#### VINGT ANS DE COOPÉRATION ENTRE LA SUISSE ET LA MOLDAVIE

Un événement était prévu au mois de juin pour commémorer les vingt ans de coopération bilatérale entre la Suisse et la Moldavie. Mais la fête a été en partie gâchée par la pandémie de Covid-19. Le 1er août, une initiative a été lancée en ligne pour favoriser la diversité, l'inclusion sociale et l'égalité, des valeurs chères à la DDC. Les programmes de la coopération suisse ont été mis en avant au travers de vingt histoires personnelles. Les protagonistes sont issus de milieux très divers: des Moldaves vivant à la ville et à la campagne, des anciens prisonniers, des ingénieurs, des fonctionnaires, des personnes en situation de handicap, des femmes au foyer ainsi que des agriculteurs. Tous ont vu leur vie changer d'une façon ou d'une autre par l'action de la Suisse.



Voix de ... Moldavie

# BILL GATES EXISTE! IL VIT DANS UNE PETITE VILLE DE MOLDAVIE

Ma cousine habite une petite ville du nord de la Moldavie. Elle a étudié la pédagogie, mais n'a jamais voulu devenir enseignante. Ensuite, elle a suivi les cours d'une école de cuisine, mais en a rapidement eu marre. La seule chose qui la passionne, c'est son amour pour Dieu.

Je peux comprendre cela, quand on vit en province, où l'histoire s'arrête au siècle dernier et où l'ennui règne. Ce qu'on ne peut ni toucher ni voir ni en-



**GHEORGHE ERIZANU**, né en 1967, vit à Chişinău. Éditeur et écrivain, il a étudié le journalisme à l'Université d'État de Moldavie.

tendre semble alors particulièrement attrayant. C'est un passe-temps plein de surprises.

De temps en temps, nous nous parlons au téléphone. Elle me dit que son fils Saşa travaille désormais dans une usine qui fabrique des housses de sièges de voiture. Je la félicite, car Saşa n'avait pas vraiment de perspective professionnelle. Il a été cordonnier, puis ouvrier dans une fabrique de meubles en Pologne et dans la construction à Moscou. Son rêve était de devenir douanier, un emploi que l'on ne décroche pas sans piston. Si sa mère croit fermement en Dieu, Saşa n'a pas cru en son avenir d'agent des douanes. Sinon, il n'aurait peut-être pas fini à l'usine de housses à Briceni.

Ma cousine est inquiète, car Saşa doit scanner ses empreintes digitales à l'entrée et à la sortie de l'usine: «J'ai peur qu'on lui plante une puce et qu'il se promène avec cela pour le reste de sa vie.» Je tente de la rassurer: «C'est un système de relevé des heures de travail, pas de la sorcellerie!»

Elle se calme un instant, avant de poursuivre: «Que penses-tu du vaccin contre le coronavirus? Est-ce que tu vas te faire vacciner?» «Bien sûr, dès que le vaccin sera disponible!» Ma cousine s'écrie: «Moi, je refuse absolument de me faire vacciner! Je ne suis pas un cobaye!» «Angela, d'ici à ce que le vaccin arrive chez nous, tous les autres seront vaccinés depuis longtemps. Nous ne serons pas des cobayes. J'ai été gravement atteint du Covid-19 et des amis à moi en sont morts.»

Mes arguments ne la convainquent pas. Elle me dit avoir probablement contracté le coronavirus l'été dernier.

Depuis un an, elle travaille comme femme de ménage dans les bureaux de la compagnie de gaz locale. Tous les employés ont eu le Covid-19. Elle n'a jamais porté de masque: «Je fais un travail physique. Comment pourrais-je respirer avec ça?!» Le personnel du bureau lui a fait remarquer qu'elle mettait trop de chlore dans son eau de nettoyage et que cela sentait fort. Elle a répondu qu'elle ne sentait rien. Et c'est ainsi qu'elle a compris qu'elle avait perdu l'odorat!

À un moment donné, elle a eu des frissons, mais n'a bu que du thé. Puis, elle est retournée au travail. Si elle dit avoir eu le Covid-19, c'est surtout pour se montrer solidaire avec moi. Ma cousine est une personne très aimable. J'ai oublié de le mentionner au début. Si je n'avais pas eu le coronavirus, je vous garantis qu'elle non plus! Elle aurait simplement eu un rhume. Elle prenait les transports publics, allait au travail, dans les magasins, à l'église.

Je lui demande si elle ne peut pas changer de prêtre. Et je découvre que, dans cette ville de province, dont les seuls employeurs sont la mairie, l'usine à gaz, la douane, la police, le jardin d'enfants, l'école et la compagnie électrique, il n'y a qu'une seule église. Avec un seul prêtre. À chaque service religieux, il raconte à ses paroissiens que ce sont le diable et Bill Gates qui se trouvent à l'origine du Covid-19. Et ce, pour implanter des puces aux gens qui se font vacciner et ainsi suivre chacun de leurs mouvements. ■







# LA PROTECTION SOCIALE POUR BRISER LA SPIRALE DE LA PAUVRETÉ

En Haïti, la majeure partie de la population vit dans la précarité.  
La DDC soutient les plus vulnérables et aide le gouvernement  
à mettre en place un système de sécurité sociale.

Texte : Samuel Schlaefli

Depuis novembre 2019, la Suisse a soutenu en Haïti plus de 30 000 familles particulièrement vulnérables. Sur l'île secouée par les crises, la situation n'est pas encore revenue à la normale : le séisme dévastateur de 2010, qui a coûté la vie à plus de 250 000 personnes, a été suivi par une épidémie de choléra, plusieurs ouragans meurtriers et un nouveau tremblement de terre en 2018. En outre, le pays est en proie à une profonde crise politique depuis des années.

Récemment, les jeunes ont défié le gouvernement par une grève générale, exigeant de nouvelles élections et le départ du président Jovenel Moïse qui gouverne par décret depuis début 2020. Plus de six millions de Haïtiens vivent dans la pauvreté et doivent survivre avec moins de deux dollars par jour. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, plus de 3,7 millions de personnes, soit environ un tiers de la population, avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence en début d'année. Plus d'un enfant sur cinq souffrent de malnutrition chronique.

«De nombreux Haïtiens se sentent abandonnés par leur gouvernement et le reste du monde, explique Fabrizio Poretti, responsable du Bureau de coopération de la DDC à Port-au-Prince, la capitale. Ils tombent dans le fatalisme et la dépression.» Une protection sociale, même limitée, peut procurer un réconfort psychologique. À travers le Programme d'appui à la promotion et à la protection sociales (Promes), lancé en 2019, les bénéficiaires retrouvent une certaine estime d'eux-mêmes. C'est particulièrement vrai pour les jeunes mères célibataires, qui sont au cœur du projet. Par exemple, une femme qui a tout perdu mais qui sait traire une chèvre peut, avec un peu de soutien et une formation minimale, se créer une nouvelle source de revenu grâce à la vente de lait, illustre Fabrizio Poretti. Une seule chèvre peut ainsi changer complètement et durablement l'existence d'une personne.

## Développer les potentiels

«Nous souhaitons identifier de tels potentiels et les renforcer, explique Fabrizio Poretti. Pour y parvenir, nous avons toutefois besoin d'une bonne base de données.» Ainsi, son équipe collabore étroitement avec le PAM et l'ONG Fonkoze. Cette dernière jouit d'une grande confiance de la population et son travail

est apprécié. Elle a, entre autres, développé un indice national de vulnérabilité, qui servira de base pour allouer les contributions de l'aide sociale étatique. Les collaborateurs de l'ONG font du porte à porte et mènent des entretiens pour évaluer la situation des personnes ainsi que leurs besoins les plus urgents. Le PAM, deuxième partenaire important pour la mise en œuvre du projet, soutient le ministère des Affaires Sociales et du Travail dans la création d'une plateforme numérique qui saisira les indicateurs sociaux du pays.

«Notre objectif est de mieux coupler l'aide humanitaire en Haïti avec les instruments de sécurité sociale», indique Fabrizio Poretti. Certaines parties du concept développé par son équipe ont été reprises par le gouvernement. À long terme, ce dernier vise à mettre en place des prestations comparables à l'aide sociale, l'AVS et l'assurance-chômage suisses. «L'une des grandes forces de Promes est que nos activités s'inscrivent directement dans la stratégie nationale», relève Fabrizio Poretti.

D'ici à la fin du projet en 2024, les habitants de l'île devraient bénéficier d'une meilleure protection sociale et obtenir un soutien plus ciblé en cas de chocs politiques ou climatiques. Le programme a déjà été mis à l'épreuve avec la pandémie de Covid-19. La Suisse a attribué

Les jeunes mères célibataires sont au cœur du projet Promes.

© laif



des fonds supplémentaires pour que le PAM puisse mobiliser la population haïtienne dans la lutte contre la pandémie.

## Inclure les entreprises

La nouvelle base de données a été utilisée pour identifier les groupes cibles et leurs besoins. «Malheureusement, cela ne fonctionne pas encore aussi bien qu'espéré», reconnaît Fabrizio Poretti. Les différents formats de données et le manque d'harmonisation entre les systèmes du PAM et de Fonkoze posent problème. «Nous avons corrigé le tir et continuons d'adapter le système.» La crise sanitaire redoutée au début de la pandémie n'a heureusement pas eu

lieu. Haïti est pour l'instant moins touché par le Covid-19 que d'autres pays des Caraïbes.

Le projet est actuellement en cours d'évaluation. Fabrizio Poretti souhaite à l'avenir inclure le secteur privé encore davantage dans les activités futures. Les entreprises pourraient, par exemple, créer les places d'apprentissage et les emplois dont le pays a urgemment besoin ou accorder des prêts aux firmes plus petites. Elles contribueraient ainsi de manière importante à valoriser le potentiel humain actuellement paralysé par le désespoir et la pauvreté. Une condition essentielle pour éviter que la crise humanitaire en Haïti ne perdure. ■

## PLUS L'EXCEPTION QUE LA NORME

Garantir l'accès de tous à la sécurité sociale est l'une des exigences principales de l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'ONU. En 2015, 193 pays se sont mis d'accord sur ce point. Les experts l'affirment depuis des années : un système de sécurité sociale requiert certes des investissements importants, mais ces derniers sont souvent rentables à long terme. Or, aujourd'hui, la sécurité sociale demeure plutôt l'exception que la norme. Selon une étude de l'Organisation internationale du travail, reposant sur des données provenant d'une centaine de pays, plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins médicaux de base et seuls 29% bénéficient d'une protection sociale complète. Entre 2013 et 2017, la Suisse a injecté plus de 370 millions de francs dans 34 pays partenaires pour y développer des systèmes de protection sociale, la plupart dans le cadre de projets visant à renforcer l'État de droit, la sécurité alimentaire et la santé.

Des millions de Haïtiens vivent dans la pauvreté, comme ici à Cité Soleil, le plus grand bidonville de la capitale Port-au-Prince.

© Lena Mucha/Redux/laif







# SAUVER L'OR BLEU PÉRUVIEN

Le risque de stress hydrique s'étend dans le monde.  
Le Pérou n'est pas en reste. La Suisse accompagne les entreprises  
et les communautés du pays vers une gestion durable de l'eau.

Texte: Zélie Schaller

L'eau se raréfie au Pérou. Une pénurie est à craindre en 2025 sur la côte ouest, où vit plus de 60% de la population. Alors que celle-ci devrait atteindre, au total, 36 millions d'habitants cette même année, la pression sur les ressources hydriques va fortement augmenter. Avec, pour corollaire, des tensions potentielles entre les différents usages: agriculture et exploitation minière notamment affichent des besoins divergents. Dans le sud du pays, des conflits ont déjà eu lieu.

Pour prévenir tout risque d'escalade, diminuer la consommation d'eau et assurer un accès équitable à tous se révèlent

indispensables. La Suisse relève ces défis. Grâce à son expertise technique, elle accompagne les entreprises et la population péruviennes vers une gestion durable de l'eau.

## Partenariat public-privé

L'Autorité nationale de l'eau a lancé, en collaboration avec la DDC, un «Certificat bleu». «Il s'agit d'un instrument public par lequel l'État reconnaît les entreprises qui, sur base volontaire, réduisent leur consommation d'eau selon un plan bien défini», explique Kenneth Peralta, chargé de programme de la

DDC au Pérou. Pour ce faire, les sociétés calculent leur empreinte hydrique, indicateur mesurant la consommation d'eau douce nécessaire à la production d'un bien ou d'un service.

De plus, pour favoriser une répartition équitable des ressources et préserver les écosystèmes, les firmes doivent mettre

Des étangs piscicoles ont été construits dans les districts d'Irazola, de Neshuya et de Curimaná. C'est un projet écosocial.

© Orazul Energy



en œuvre un programme de gestion intégrée des eaux par bassin versant. Elles se concertent avec les différents acteurs et planifient la distribution de l'eau. D'autre part, elles réalisent des projets de responsabilité sociale dans le domaine de l'eau, qui bénéficient aux communautés situées dans leur sphère d'influence, ajoute Kenneth Peralta.

Entre 2015 et 2020, sur les 29 sociétés convoitant le Certificat bleu délivré par l'Autorité nationale de l'eau, douze l'ont décroché. Les dix-sept restantes sont en passe de l'obtenir. Il faut dire que la procédure et les critères à remplir sont stricts. D'importants investissements doivent, en outre, être consentis.

Les entreprises candidates évoluent dans divers secteurs: agroalimentaire, ciment, chimie ou encore hydroélectricité. Ce sont de grandes sociétés. L'impact est dès lors important: le projet a déjà permis d'économiser 3,1 millions mètres cubes d'eau, ce qui correspond à quelque 900 piscines olympiques. Plus de 33500 personnes en ont déjà bénéficié.

### Au profit des communautés et de l'environnement

L'entreprise Pavco Wavin, active dans les secteurs de la construction, des infrastructures et de l'exploitation minière, a été la première à obtenir le Certificat bleu. «Cet instrument nous a permis de consolider notre politique environnementale et nos relations avec nos voisins pour une gestion durable des ressources en eau», se félicite le directeur général Guillermo Martinez Sanchez.

Comme lui, Roxana Aliaga, responsable des affaires commerciales chez Fenix, société du secteur de l'énergie, encourage les entreprises à briguer le Certificat bleu «en vue d'un monde meilleur». Le projet social de Fenix: la fourniture quotidienne de 2000 mètres cubes d'eau potable à la population du district de Chilca (au sud de Lima), où le groupe est établi. «Nous livrons l'eau aux familles, qui voient ainsi leur qualité de vie améliorée», relève Kenneth Peralta.

De son côté, Agrícola Cerro Prieto, actif dans l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche, a conçu et construit un système de traitement des eaux industrielles à Fundo Chepén, dans la région de La Libertad, au nord-ouest du pays. L'objectif est de réduire la consommation d'eau douce destinée à irriguer les forêts et les haies.

### Portée régionale

Au-delà du secteur privé, le milieu académique participe aussi au projet. Des universités enseignent les méthodes scientifiques permettant de calculer l'empreinte eau. Le but est de former des professionnels en la matière.

Rencontrant un franc succès au Pérou, le Certificat bleu a suscité l'intérêt du Chili. Il va y être instauré cette année. Le pays longiligne, frappé par des sécheresses sans précédent, l'a adapté à son propre contexte. Au niveau régional, la Suisse promeut le Certificat bleu dans le cadre de l'Alliance du Pacifique (AP), au sein de laquelle elle est un État observateur. Cette communauté économique regroupe le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Au XIV<sup>e</sup> Sommet de l'AP en 2019, le Certificat bleu a été reconnu comme une norme volontaire favorisant l'utilisation durable et efficace des ressources en eau.

La Suisse a également commencé à travailler avec des entreprises brésiliennes. S'il abrite près de 20% des réserves en eau de la planète, le plus grand État d'Amérique latine souffre d'une pénurie due à des causes multiples: une utilisation accrue, une répartition inégale, le réchauffement climatique et une mauvaise qualité des infrastructures hydrauliques entre autres.

D'ici à 2025, la moitié de la population mondiale vivra dans des zones en situation de stress hydrique permanent. Il y a urgence à favoriser un accès équitable et une gestion durable de l'eau, comme le souligne l'Objectif de développement durable 6 fixé par l'Agenda 2030 de l'ONU. ■

---

#### ÉVALUER SA CONSOMMATION QUOTIDIENNE

Outre les entreprises, les citoyens péruviens sont également appelés à réduire leur consommation d'eau. Ils peuvent calculer leur empreinte hydrique grâce à un outil ludique en ligne, qui leur pose des questions sur le nombre de douches prises quotidiennement, sur leur utilisation hebdomadaire du lave-linge ou encore sur la composition de leur assiette au dîner. S'agissant de ce dernier point, plusieurs réponses sont proposées: poulet, poisson, riz, pommes de terre notamment. Les participants doivent préciser les quantités avalées. Ils découvriront ensuite leur consommation d'eau quotidienne. Pour inviter les gens à rationaliser leur utilisation, des événements sont organisés et des vidéos diffusées.



# VERS UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

Dans le Caucase du Sud, l'élevage constitue une importante source de revenus pour les populations rurales. De nombreux agriculteurs produisent juste de quoi nourrir leur famille. La DDC les aide à développer leurs exploitations et à vendre leurs produits. L'objectif est de réduire la pauvreté.

Texte : Zélie Schaller

«Je me sens en contact avec mes racines quand je regarde les abeilles travailler. L'apiculture avec les ruches Jara a toujours été une affaire familiale et je ne veux pas la laisser tomber, même s'il m'est difficile de suivre le rythme», confie Mayvala Surmanidze. Cette femme de 53 ans vit à Phushrukauli, village géorgien d'une centaine d'habitants, en Adjarie. Dans cette région montagneuse isolée, située au sud-ouest

du pays, on cultive une ancienne tradition apicole. Les ruches Jara sont des troncs creux, placés en hauteur dans les arbres pour les protéger des ours.

Les contes traditionnels locaux relatent leur histoire. Lorsque les anciens ont découvert des «arbres à abeilles» dans la forêt, ils ont aussitôt voulu les reproduire. Ils ont alors collecté des essaims d'abeilles sauvages et les ont instal-

lés dans des rondins de bois coupés en deux. Ce contenant naturel reproduit l'habitat naturel des abeilles, produisant un miel sauvage au goût unique et authentique.

Traitement de la laine de mouton : dans le Caucase du Sud, les femmes jouent un rôle essentiel au sein de l'agriculture à petite échelle.

© SCO Caucase du Sud





La récolte ne s'effectue qu'une fois par an à la fin de la période de floraison, au début de l'automne. Elle se révèle plus difficile qu'avec des ruches modernes. Pas de quoi décourager Mayvala Surmanidze cependant. Les abeilles sauvages ont toujours fait partie de sa vie. Enfant, elle cultivait le miel avec son père. Ce produit les a ensuite aidés, elle et ses quatre enfants, à joindre les deux bouts après le décès de son mari. Aujourd'hui, elle produit quelque 100 à 120 kilos de miel par an. Elle entend désormais obtenir la certification biologique, conférant plus de valeur au produit.

### Revenu accru, pauvreté réduite

Ses clients sont des voisins ainsi que des commerçants turcs qui apprécient le miel pur et sauvage. Dans le Caucase du Sud, en Géorgie et en Arménie particulièrement, la DDC aide les petits paysans à accroître leur productivité et leur facilite l'accès aux marchés régionaux et transfrontaliers. Les agriculteurs voient ainsi leur revenu augmenter. Et la pauvreté diminue.

Le potentiel est significatif. L'agriculture constitue un secteur clé dans la région. Pourtant, malgré sa grande importance pour les habitants des zones rurales, il ne représente qu'environ 10% du produit intérieur brut. La plupart des exploitations produisent juste assez pour répondre à leurs propres besoins, sans surplus à vendre ensuite. En cause: des investissements trop faibles, un accès insuffisant aux marchés et une vulnérabilité élevée aux chocs extérieurs.

Le projet entend relever ces défis et développe plusieurs filières: miel, laine, fromage et viande. La coopération suisse encourage la production et la commercialisation de miel local. Ce marché était jusque-là fragmenté et difficile d'accès pour les petits producteurs. Les grossistes et les chaînes de supermarché préféraient donc le miel importé. Pour promouvoir la vente de produits régionaux, une fête du miel a été organisée.

La laine, elle, est transformée en une marchandise commercialisable. Jusqu'à récemment, elle ne représentait qu'un déchet. L'élevage d'ovins avait pour principal objectif la production de viande et de fromage. La demande croissante pour la production de tapis peut désormais offrir aux éleveurs de moutons un marché supplémentaire.

### Désinfection des moutons

Les moutons géorgiens vivants sont exportés vers l'Azerbaïdjan, ainsi que vers les pays du Golfe et du Moyen-Orient. Quant au marché de la viande transformée, il est en croissance, avec des exportations régulières vers l'Iran. Or, depuis la disparition de l'Union soviétique, le secteur manque d'infrastructures modernes et de vétérinaires qualifiés. Les conditions sanitaires sont, de plus, mauvaises. Sur les chemins de la transhumance, les points d'eau et les aires de repos se sont nettement dégradés. Il faut dire que le bétail passe été et hiver dans des pâturages différents: une transhumance de plus de 300 kilomètres.

Pour désinfecter le cheptel et empêcher de propager des maladies lors de ses déplacements, des postes de biosécurité ont été aménagés dans trois régions (Adjarie, Basse Kartli et Samtskhé-Djavakhétie). Ils comprennent des bassins de trempage destinés aux moutons et des douches réservées aux ovins, ainsi que des réservoirs d'eau et des entrepôts. Des vétérinaires qualifiés y livrent des conseils avisés. «Ces stations protègent le bétail contre diverses maladies et réduisent sensiblement le risque de propagation», se félicite le directeur de l'Agence nationale de l'alimentation Zaza Dolidze. Moins de pathologies, donc moins de décès: au final, les exportations sont plus sûres et plus nombreuses.

La DDC soutient également les producteurs laitiers et les fromageries. Pour que ceux-ci répondent aux exigences de sécurité alimentaire, outils, équipe-

ments, machines agricoles et informations spécifiques ont été fournis aux éleveurs.

Dans tous les secteurs, la Suisse renforce les relations commerciales entre producteurs, usines de transformation, négociants et distributeurs pour améliorer et diversifier l'offre. Elle a, en outre, développé des programmes de formation agricole en milieu de travail, basés sur le système dual suisse. Jusqu'ici, l'enseignement était théorique: la pratique était limitée, voire inexistante. ■

---

#### ÉCHANGES D'IDÉES ET D'EXPÉRIENCES

Les femmes jouent un rôle clé dans les petites exploitations agricoles. Pour renforcer leur autonomie, des «Women's Rooms» ont été aménagés dans les bâtiments municipaux. Ces espaces offrent des services variés: accès à Internet, bibliothèque et conseils en matière de carrière. Des formations continues sont également proposées avec des cours d'informatique et commerciaux. Les femmes rurales apprennent à rédiger un business plan et à créer leur propre entreprise. Parmi elles, Shushana Putkaradze, qui se présente comme enseignante, entrepreneuse et mère de trois enfants. Elle vit à Paposhvilebi, en Adjarie. Cette région, dont la faune et la flore ont toujours fait la fierté de ses habitants, est devenue une destination touristique ces dernières années. Shushana Putkaradze a alors ouvert une maison d'hôtes, qu'elle a pu développer grâce à la formation reçue. Cette entreprise constitue la principale source de revenu de sa famille, mais aussi des voisins à qui elle achète du lait et d'autres produits agricoles, raconte la quinquagénaire. Les «Women's Rooms» sont également des lieux d'échanges: les femmes y partagent idées et expériences, elles y nouent aussi des amitiés.



Tribune

# UN PARTENARIAT D'ÉGAL À ÉGAL POUR DES PERSPECTIVES À LONG TERME

La violence au quotidien, une nourriture et des soins médicaux quasi inexistantes, des possibilités de développement économique nulles. Le dossier de ce numéro d'*Un seul monde* le montre bien: la Syrie ne peut se passer d'aide humanitaire. Si nous voulons toutefois aller au-delà de l'assistance immédiate et permettre au pays de se soustraire, à terme, à la spirale de la violence, un changement radical s'impose: une transformation politique, économique et sociale durable.

Ces derniers mois, lors de mes voyages officiels, j'ai pu mesurer le vaste potentiel de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et de l'Afrique subsaharienne. La mise en œuvre de la Stratégie de politique extérieure 2020–2023 m'a amené à me rendre au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Afrique. Ces voyages illustrent le passage de l'élaboration d'une stratégie à la mise en œuvre d'une politique extérieure cohérente, avec une focalisation claire sur les zones géographiques que nous avons définies comme prioritaires.

C'est précisément dans la région MENA et en Afrique subsaharienne que la Suisse dispose d'une longue expérience en matière de coopération au développement. Médiatrice neutre sans passé colonial, la Suisse s'est acquis au fil des décennies une solide réputation de fiabilité. Elle est estimée, tant pour ses bons offices que son aide humanitaire, sa promotion de la paix et son appui économique.

Fondées sur la coopération au développement classique, les relations se sont diversifiées ces dernières années. Les défis à relever sont aussi variés que les opportunités offertes par l'évolution fulgurante que connaissent ces diffé-



Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a visité, en avril dernier, un camp informel de réfugiés syriens près de Taanayel, au Liban. Il a pu s'entretenir avec une délégation du HCR.

© DFAE

rents pays au niveau social, économique et politique. La Stratégie de politique extérieure 2020–2023 regroupe, sous un même toit, un large éventail de possibilités en matière de coopération et définit les grands axes de la politique étrangère de la Suisse, alors que les sous-stratégies géographiques et thématiques concrétisent son action dans les régions prioritaires concernées. Ceci nous permet non seulement de garantir la cohérence de notre vision et de nos actes, mais aussi de rendre palpable l'impact de notre politique extérieure.

Lors de mes voyages, j'ai pu observer sur le terrain les effets de cette coopération internationale et constater à quel point la Suisse est respectée et reconnue pour cette approche stratégique. Que le Conseil fédéral se soit notamment doté, pour la première fois, d'une stratégie pour la région MENA et pour l'Afrique subsaharienne, suscite beaucoup d'intérêt et de bienveillance. Le message est double: par sa politique étrangère, la Suisse poursuit des objectifs clairs;

puis, fait important, elle ne réduit pas ses partenaires à des foyers de conflits régionaux.

Certes, les défis sont de taille, mais les chances qu'offrent ces États sont nombreuses. C'est ce potentiel qu'il s'agit d'exploiter si nous voulons assurer à des populations en plein essor et souvent jeunes un avenir sans conflits armés, avec une participation politique et des perspectives économiques. ■

*Ignazio Cassis*  
Conseiller fédéral et chef du DFAE







# UNE RELANCE ÉCONOMIQUE QUI OUBLIE LA PLANÈTE ?

Face à la crise du Covid-19, les gouvernements débloquent des milliards pour sauver les économies et les entreprises. Mais la plupart des plans de relance ne répondent pas aux exigences de durabilité de l'ONU et de l'accord de Paris sur le climat. Une occasion manquée de réorienter nos sociétés vers la justice, l'écologie et la résilience ?

Texte : Samuel Schlaefli

Les milieux politiques et économiques affirment régulièrement que le plus important, dans la crise actuelle, serait de revenir rapidement à une sorte de normalité. Mais, selon Inger Andersen, directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le retour au «statu quo ante» ne constitue pas une option. Car c'est cette «normalité» qui a causé plus de deux millions de décès, la plus grave récession depuis la Grande Dépression et une montée de la pauvreté mondiale (voir encadré page 36), s'indigne-t-elle dans le journal britannique *The Daily Telegraph*.

Les économies et les sociétés devraient, au contraire, entamer une transition écologique et sociale. Les milliards qui servent à sauver les entreprises et à stimuler les économies devraient respecter les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies et la limite de 1,5°C de réchauffement prévu par l'accord de Paris. C'est la seule solution pour

enrayer les pires effets de la destruction de l'environnement, la perte de biodiversité et la crise climatique, et ainsi prévenir de nouvelles pandémies.

## Sauver les compagnies aériennes, au mépris du climat

Au printemps 2020, le confinement a cloué des milliers d'avions au sol. Pour éviter les faillites dans le secteur aérien, les États ont lâché plus de 85 milliards de dollars. En Suisse aussi, le Conseil fédéral a demandé au Parlement un crédit d'urgence de 1,9 milliard de francs pour sauver Swiss, Edelweiss et les services aéroportuaires.

Dans une lettre ouverte, une cinquantaine d'organisations, parmi lesquelles le WWF, le parti des Verts, Climate Strike et l'Association transports et environnement, ont demandé que ce crédit d'urgence soit conditionné au respect d'exigences environnementales. L'objectif est de réduire le nombre de vols et de taxer le kérosène comme les autres carburants. Prendre l'avion coûterait ainsi plus cher. Quelque 80% des vols au départ de la Suisse desservent des destinations européennes: ces déplacements pourraient s'effectuer en train, estiment les organisations, concrétisant ainsi l'appel pour une transition écologique formulé par Inger Andersen.

Contrairement à la France ou à l'Autriche, le Parlement suisse a rejeté cette idée. Le 5 mai, le Conseil des États approuvait le crédit par 30 voix contre cinq (et trois abstentions). Les parlementaires ont accepté une aide à l'aviation sans contrepartie environnementale. La conseillère aux États verte genevoise Lisa Mazzone était coauteure de la proposition. L'écologie ne représente pas une priorité pour le Parlement. «Nous avons manqué une grande opportunité, relève la jeune femme. Les mesures de soutien auraient incité les compagnies aériennes à prendre enfin au sérieux l'accord de Paris sur le climat.»

Le conseiller aux États démocrate-chrétien grison Stefan Engler ne partage pas cet avis. La Commission des transports qu'il préside a fait pression pour faire passer ce crédit. L'urgence politique n'aurait pas permis de discuter des aspects environnementaux, selon lui. «La priorité absolue du Parlement, c'était de préserver les emplois. La Commission des transports n'est pas responsable de la politique climatique: celle-ci se définit ailleurs.»

## Soutien aux énergies renouvelables

Ce volet suisse s'inscrit dans une tendance mondiale: la plupart des plans de relance face au Covid-19 cherchent à

Les sources d'énergies renouvelables, telles que la centrale thermo-solaire à miroirs cylindro-paraboliques d'Aïn Beni Mathar au Maroc, sont l'avenir. Or, la plupart des plans de relance face au Covid-19 soutiennent les énergies fossiles.

© Paul Langrock/Zenit/laif



préservé les structures existantes, en particulier dans le secteur des transports et de l'énergie. À partir des données de la Banque mondiale, Bloomberg a calculé que, sur les 12 000 milliards de dollars débloqués par les gouvernements des 50 plus grandes économies, seul 0,2% était directement lié aux mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique.

En février dernier, treize pays européens, dont l'Allemagne, l'Angleterre et la France, avaient consacré plus de 140 milliards de dollars au soutien des énergies fossiles, contre 114 milliards pour les énergies renouvelables. Ces chiffres sont présentés par energypolicytracker.org, une association d'instituts de recherche et d'ONG qui analyse les plans de relance par source d'énergie. Fait particulièrement choquant, cinq milliards de dollars viennent soutenir le charbon, la plus polluante des énergies courantes, actuellement même plus chère que le solaire, l'éolien ou l'hydraulique.

En novembre 2020, le secrétaire général de l'ONU António Guterres s'est montré critique, relevant sur Twitter que les pays du G20 soutenaient davantage les énergies fossiles que les énergies renouvelables (50% de plus). Au Forum économique mondial virtuel en janvier dernier, il a appelé les leaders économiques à « faire pression pour que les gouvernements opèrent les bons choix ».

## Investir dans l'avenir

Lucas Bretschger, professeur d'économie des ressources à l'École polytechnique fédérale de Zurich et expert en politique climatique, identifie un conflit d'intérêts: la survie des entreprises constitue une priorité immédiate pour les politiciens, alors que la protection du climat représente un objectif à long terme. Il est économiquement et politiquement absurde d'investir dans des structures appelées à se transformer prochainement, selon lui. « Dans trente ans au plus tard, nous devons dire adieu

au pétrole. Swiss devra respecter la neutralité carbone si la Suisse veut atteindre ses objectifs climatiques. » Les milieux politiques auraient donc parfaitement pu exiger que la compagnie aérienne détaille comment elle entend ramener à zéro net ses émissions de carbone d'ici à 2050 au plus tard. À ceux qui déclarent que l'urgence ne permettait pas de répondre aux exigences climatiques, il répond: « Il faut se donner les moyens de trouver des solutions viables à long terme. »

---

### « DANS TRENTE ANS AU PLUS TARD, NOUS DEVONS DIRE ADIEU AU PÉTROLE. SWISS DEVRA RESPECTER LA NEUTRALITÉ CARBONE SI LA SUISSE VEUT ATTEINDRE SES OBJECTIFS CLIMATIQUES. »

Lucas Bretschger, professeur  
d'économie des ressources

---

Nicholas Stern et Joseph Stiglitz, tous deux professeurs d'économie, ont récemment interrogé 200 économistes de renom sur les investissements qui semblent pertinents dans la situation de crise actuelle. Leur conclusion: une politique économique axée sur l'écologie et le climat, avec des investissements dans les énergies renouvelables, représente l'option la plus prometteuse.

Selon l'économiste Heidi Garrett-Peltier, chaque million injecté dans les énergies renouvelables permet la création de 7,5 emplois à plein temps, contre 2,7 pour un investissement dans le fossile. Des calculs qui semblent donner raison à Inger Andersen, la directrice du PNUE qui considère qu'il faut renoncer à la « normalité ». Une option qui pourrait bien assurer la survie à long terme de l'humanité, mais aussi garantir les emplois dans un futur proche. ■

---

### LA PANDÉMIE MENACE L'AGENDA 2030

En 2015, 193 pays s'étaient engagés à atteindre les 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies d'ici à 2030. Un rapport d'experts de l'ONU dresse un bilan intermédiaire décevant: le Covid-19 a balayé les tendances positives. Quelque 71 millions de personnes risquent de tomber dans l'extrême pauvreté, ce qui marquerait la première recrudescence de la pauvreté mondiale depuis 1998. Pendant la crise du Covid-19, 70 pays ont suspendu leurs programmes de vaccination des enfants ainsi que d'autres prestations sanitaires. La perturbation des chaînes d'approvisionnement met à mal la sécurité alimentaire, en particulier celle des plus pauvres. Et 2,2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable, un grave problème en cette période pandémique. Selon le Programme alimentaire mondial, la famine menace 270 millions de personnes, soit deux fois plus qu'avant la pandémie. Environ 90% des enfants à travers le monde étaient touchés par les fermetures des écoles. Or, les plus pauvres ne pouvaient pas suivre les cours en ligne et 370 millions d'entre eux ont été privés de leur repas scolaire. Toute action visant à lutter contre la pandémie doit contribuer à une société plus équitable, plus inclusive et plus durable, souligne António Guterres, secrétaire général de l'ONU.

Carte blanche

# COMMENT TRANSFORMER UN MALHEUR EN BONHEUR

Le 14 février 2021, j'ai épousé l'homme que j'aime. J'avais 36 ans. De nombreux parents cambodgiens, en particulier ceux qui vivent en province, considéreraient cette nouvelle scandaleuse. La plupart de mes compatriotes sont très attachés aux traditions ancestrales. Les femmes, en particulier celles qui ont des ambitions professionnelles, en souffrent.

Cette situation n'est pas propre au Cambodge. Les femmes de nombreux pays vivent sous la pression exercée par leurs



**BOPHA PHORN** est journaliste indépendante à Phnom Penh. Elle a travaillé six ans au quotidien *The Cambodia Daily*, en tant que journaliste et éditrice. Elle a aussi enseigné le journalisme à temps partiel à l'Université de Phnom Penh. Bopha Phorn a effectué un stage à l'agence Associated Press à New York, avant de travailler chez ABC. Elle a également collaboré avec Voice of America, Al Jazeera, le Consortium international des journalistes d'investigation et la *Nikkei Asian Review*. Elle a reçu, en 2013, le prix du « Courage en journalisme » de l'International Women's Media Foundation pour son article sur la déforestation illégale. Elle a contribué à une anthologie intitulée *Phnom Penh Noir* ainsi qu'à l'ouvrage *When We Are Bold*, présentant des femmes exceptionnelles du monde entier.

proches de se conformer aux normes sociales. La famille fait vivre la coutume. Ainsi, parents, frères et sœurs ne cessent de demander: «Quand te maries-tu?»

Cette pression m'était insupportable. À 28 ans, j'ai décidé de déménager et commencé à éviter les visites chez mes oncles et tantes que je voyais souvent enfant. Comme de nombreux parents cambodgiens, mon père et ma mère ont une image traditionnelle de la vie. Leurs représentations ont été forgées par la vie rurale du Cambodge et, malgré leur déménagement à Phnom Penh dans les années 1990, elles n'ont que peu évolué. Les petits amis ne sont pas bienvenus. Mes frères ont été autorisés à avoir des copines, alors que mon père m'a demandé de toujours garder mes distances avec les représentants du sexe opposé. «Si tu passes du temps avec des garçons, peu importe où, je te trouverai et viendrai immédiatement te chercher», m'avait-il lancé. Une phrase que je n'oublierai jamais. Heureusement pour moi, enfant, j'étais principalement intéressée par les études et non les histoires d'amour. Les conflits n'ont toutefois pas tardé lorsque j'ai entamé une carrière professionnelle.

Mes parents ne pouvaient pas comprendre mon dévouement au travail. Dès les débuts de ma vie d'adulte, ma famille a commencé à me présenter des maris potentiels. Je trouvais des excuses pour manquer aux rendez-vous. J'ai alors saisi le prétexte d'un bras cassé pour quitter la maison et déménager chez une amie qui vivait près de mon bureau. J'ai saisi la chance dans la malchance.

Je ne suis ensuite jamais retournée vivre chez mes parents, qui n'ont pour-

tant pas cessé de me chercher un mari. Mais, voyant que je devenais de plus en plus indépendante avec l'âge, ils ont commencé à céder du terrain. Un jour, j'ai rendu visite à ma mère au retour d'un reportage qui avait duré un mois. Bouleversée, elle s'est mise à pleurer. Je lui ai demandé pourquoi. Elle m'a répondu que je ne me préoccupais pas d'avoir une famille, que je négligeais mon avenir. «Si tu ne veux pas de mari, pourrais-tu au moins avoir un petit ami?», m'a-t-elle lancé. Cette question m'avait choqué vu tout ce que ma mère, si conventionnelle, avait pu me dire auparavant. Je l'ai priée de ne pas s'inquiéter pour moi. Le jour venu, j'allais amener un homme à la maison. Après une rencontre avortée et une relation longue distance, je m'étais préparée à rester célibataire pour le restant de mes jours.

La chance a tourné. J'ai rencontré celui qui allait devenir mon mari en 2015. Nous avons commencé à sortir ensemble en 2016, puis nous sommes fiancés en 2019. Ma mère n'arrêtait pas de demander quand nous allions enfin nous marier. À nouveau, nous avons trouvé un compromis et elle a cédé du terrain. D'habitude, les parents jouent un grand rôle dans l'organisation du mariage et veulent y convier plusieurs centaines de personnes. Je préférais un petit événement. Avec la pandémie de Covid-19, j'ai trouvé le moyen de convaincre mes parents en ce sens. À nouveau, j'ai transformé un malheur en bonheur. La cérémonie s'est terminée vers 14 heures. Seuls nos amis les plus proches et nos familles étaient présents. Mes parents étaient ravis, peut-être encore plus que moi. «Je suis tellement heureuse. Jamais je n'aurais cru que tu allais te marier», m'a soufflé ma mère. ■





Eldos Fazibekov

# LE POP ART CONTRE LE BLUES DU CORONAVIRUS

À Tachkent, une galerie se bat pour que les artistes ouzbeks indépendants puissent continuer à travailler malgré la pandémie. Elle mise sur Internet, les campagnes d'affichage dans l'espace public et une résidence pour jeunes artistes.

Texte : Samuel Schlaefli

La galerie Bonum Factum a ses locaux dans un ancien abri souterrain, au centre de la capitale ouzbèke. Sa fondatrice Shakhnoza Karimbabaeva raconte: «Nous sommes actuellement les seuls à soutenir systématiquement les jeunes artistes contemporains. Nous les aidons à réaliser leurs projets artistiques et à s'établir sur le marché de l'art.» Le premier confinement de

mars 2020 est venu fermer les portes de la galerie. Les artistes se sont alors trouvés dans une situation précaire. Ne pouvant ni exposer ni vendre leurs œuvres, ils ont vu leur revenu s'effondrer.

«Pour rester en bonne santé et survivre, les artistes doivent pouvoir jouer, se produire et peindre», souligne Makh-

buba Saidakhmedova, responsable de la culture au Bureau de coopération attaché à l'Ambassade de Suisse à Tachkent. Elle dirige le programme artistique et culturel d'Asie centrale (CAACP) en Ouzbékistan (voir encadré page 40): «Nous voulions tout faire pour que la scène culturelle indépendante puisse continuer à travailler, en dépit de la pandémie.»

Dès le début de l'engagement de la Suisse, la galerie Bonum Factum s'est révélée être un important partenaire du CAACP. Elle est devenue une véritable plaque tournante de la scène indépendante en Ouzbékistan.

## Lutter contre l'isolement

Lorsque la galerie Bonum Factum a dû fermer temporairement, elle a choisi de passer à l'offensive, en lançant le projet «Pop Art. Isolation 2020». Les jeunes artistes étaient appelés à réagir à l'isolement induit par la pandémie, en produisant des œuvres graphiques. Le pop art est un phénomène relativement nouveau en Ouzbékistan, indique la galeriste Shakhnoza Karimbabaeva. «Mais, avec l'émergence des supermarchés dans notre pays, les marques

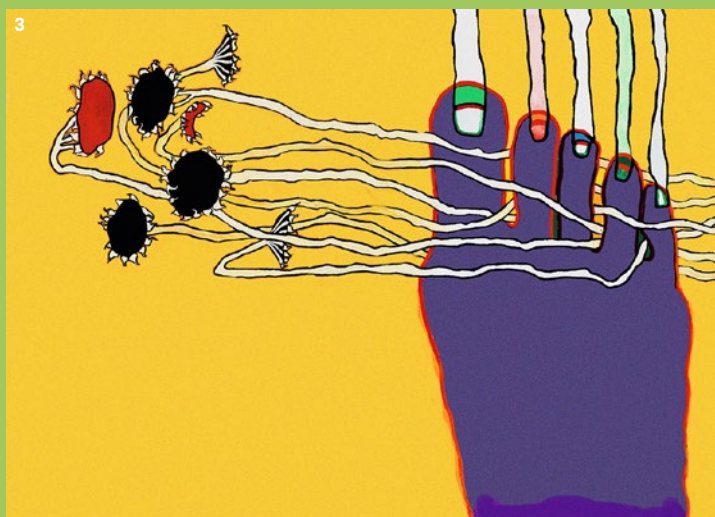
se multiplient et la relève artistique commence à travailler sur la culture de consommation et la publicité.»

Les quelque 50 œuvres sélectionnées abordent la consommation, la destruction environnementale, les questions de genre ou encore la liberté. Imprimées sous forme de grandes affiches, elles ont été «exposées» sur des panneaux d'affichage dans une trentaine d'endroits à Tachkent. La galerie s'est en quelque sorte déplacée en ville! Un parcours permettait d'explorer les œuvres à l'aide d'une carte. «De l'art présenté sur des panneaux d'affichage, c'est quelque chose de totalement nouveau dans ce pays», souligne la fondatrice. «Beaucoup nous ont appelés pendant le parcours pour nous demander où se trouvait la salle avec les affiches!»

Les travaux graphiques ont aussi été affichés dans les transports publics. Ils ont été publiés sur un site Internet dédié et les réseaux sociaux. Des T-shirts, des tasses à café et des sacs de coton reprenant les motifs de pop art sont en cours de fabrication pour être vendus prochainement via la boutique en ligne de la galerie.

## Un refuge pour la création artistique

La plupart des artistes ouzbeks ont un ou même plusieurs emplois alimentaires, en plus de leur carrière artistique. Le premier confinement les a privés de la possibilité d'exposer et de vendre leurs œuvres, mais aussi de leurs autres moyens de gagner leur vie. Pendant ce temps à Boukhara, à 600 kilomètres de



Eldos Fazibekov (1 et 4)  
Amaliya Aibusheva (2)  
Zilola Kakhramonova (3)



la capitale, une magnifique maison historique en bois était en recherche d'une nouvelle affectation, ne pouvant plus servir d'hôtel et de restaurant pour des hôtes internationaux comme avant la pandémie.

Avec le soutien de la DDC, la galerie a rapidement mis sur pied un programme de résidence artistique, qui a accueilli une soixantaine de jeunes artistes depuis le mois d'août. Une occasion de travailler sur des créations et d'échanger. La ville de Boukhara se situe sur la route de la soie, autrefois voie de négoce et d'échange entre l'Orient et l'Occident. Le centre-ville historique est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1993. «La plupart des artistes

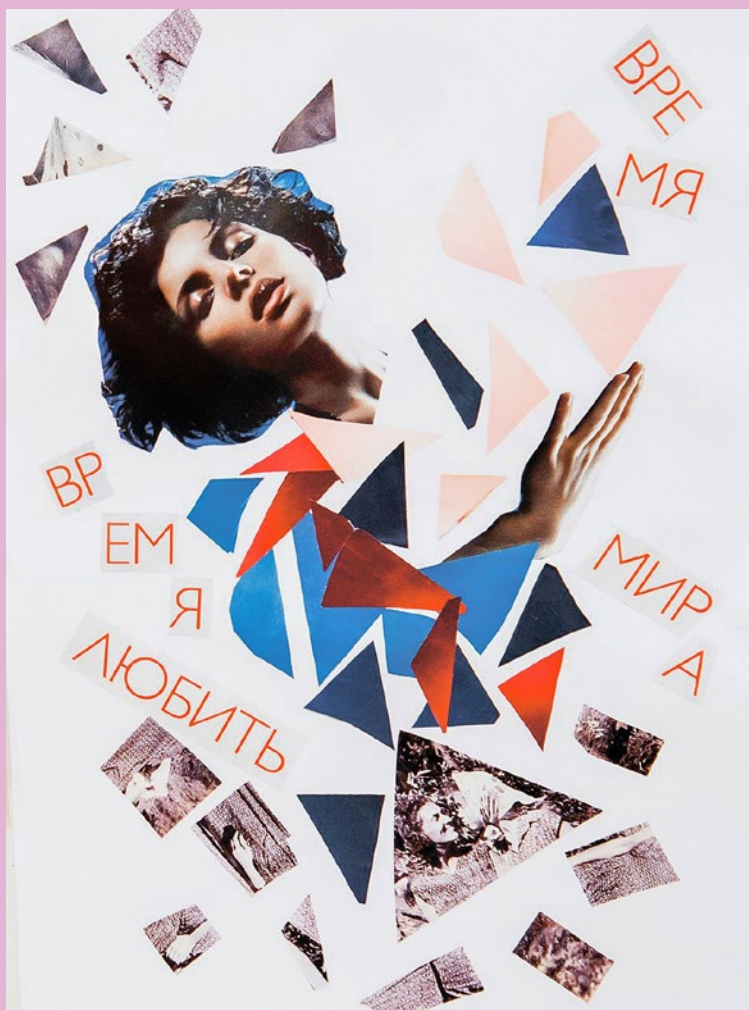
n'étaient jamais allés à Boukhara. La résidence leur a donc fait découvrir un aspect historique et culturel de leur pays», note Shakhnoza Karimbabaeva. Ces séjours ont déjà permis le développement d'une performance artistique et de deux expositions.

Pour l'année en cours, Shakhnoza Karimbabaeva et Makhbuba Saidakhmedova prévoient une exposition réalisée par des jeunes artistes ouzbeks, en compagnie du vidéaste et photographe suisse Hanspeter Ammann. Le sens d'une telle rencontre avec un artiste expérimenté est aussi d'explorer les manières de s'établir sur la scène artistique internationale. Par ailleurs, la galerie organise une expédition artistique à

Gilan, un village à plus de 2000 mètres d'altitude, à la frontière avec le Tadjikistan. Les artistes travailleront avec les habitants pour ensuite évoquer la vie de cette population montagnarde à travers l'écriture, la peinture, la photographie et le cinéma. «Nous voulons encourager les jeunes artistes à rechercher leurs propres racines», déclare Shakhnoza Karimbabaeva. Elle en est convaincue: pour se faire une place sur la scène internationale, il faut d'abord connaître ses origines. ■

*Toutes les œuvres du projet «Pop Art. Isolation 2020» sont accessibles sur: [www.pop-art.uz](http://www.pop-art.uz).*

Akramova Seviliya



#### PROGRAMME ARTISTIQUE ET CULTUREL EN ASIE CENTRALE

Le soutien suisse aux activités culturelles en Asie centrale remonte à 1998. En 2007, les Bureaux de coopération suisse au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan lançaient le Programme artistique et culturel d'Asie centrale (CAACP). Ce dernier crée des espaces pour les artistes et leur donne les moyens de contribuer au changement démocratique. L'art aide à prévenir les conflits locaux ou régionaux. Le CAACP soutient la galerie Bonum Factum, mais aussi des théâtres, des musées, des écoles d'art ainsi que des artistes individuels. Entre 2016 et 2019, cet appui a permis d'organiser 138 événements culturels et plus de 10 000 personnes ont pu suivre des cours d'art et de culture.

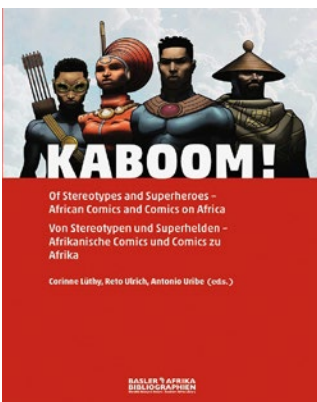


## LA MARCHANDISATION DE L'ESPOIR

(zs) Au Nigéria, l'espoir se vend. Pour surmonter leurs conditions de vie difficiles, les habitants de Lagos Mainland (partie continentale de la capitale économique nigérienne) s'en remettent aux loteries et aux églises. Ces deux institutions offrent une raison de croire à un futur meilleur lorsque tout semble indiquer le contraire. Le photographe nigérian Anthony Ayodele Obayomi, lauréat du Prix Taurus pour les arts visuels en 2019, explore à travers ses clichés la marchandisation de l'espoir menée par ces deux organisations. Ces dernières présentent plusieurs similarités : structure, impact social, fonctions psychologiques. Premier Lotto, également appelé «Baba Ijebu», est la plus grande société de jeux du Nigéria. Sise à Lagos Mainland, elle compte quelque 200 agents dirigeant 16 000 vendeurs dans tout l'ouest du pays. Parallèlement, quatre des dix prêtres les plus riches du monde sont basés à Lagos, selon le magazine *Forbes*. L'exposition *Give Us This Day*, qui étudie ces deux pratiques, est à découvrir au Photoforum Pasquart de Bienne. Elle est présentée en partenariat avec la Fondation Taurus et les Journées photographiques de Bienne. *Anthony Ayodele Obayomi, Give Us This Day, Photoforum Pasquart de Bienne, du 3 juillet au 29 août 2021*

## EXPOSITION

### BANDES DESSINÉES AFRICAINES



(bf) Si Tintin, Mickey Mouse et Globi véhiculaient l'image d'un continent «sauvage», l'époque des stéréotypes

ouvertement colonialistes à propos de l'Afrique et de ses habitants en bande dessinée est heureusement révolue. Mais même les bandes dessinées de superhéros plus récentes reflètent un regard occidental sur l'Afrique. À quoi ressemble une bande dessinée véritablement africaine ? L'exposition en ligne et le livre *Kaboom!*, réalisés par le centre de documentation Basler Afrika Bibliographien, sont une formidable fenêtre ouverte sur le monde de la bande dessinée africaine. L'exposition en ligne propose six salles virtuelles : représentations de l'Afrique, bandes dessinées éducatives, vie quotidienne africaine, politique et propagande, superhéros africains et Afrique underground. *Kaboom!, exposition en ligne : <https://basler-afrika.ch/kaboom>. Kaboom! Of Stereotypes and Superheroes – African Comics and Comics on Africa, livre édité par*

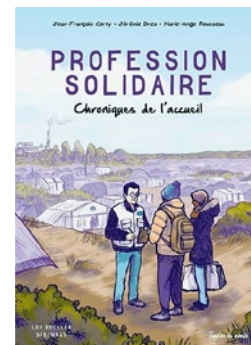
*Corinne Lüthy, Reto Ulrich, Antonio Uribe, en anglais et en allemand, Éditions BAB, 2020*

## LIVRES

### ACCÉLÉRER LES CHANGEMENTS

(zs) «La fenêtre pour nous assurer un avenir viable et vivable sur cette Terre s'avère étroite. Il nous faut accélérer le rythme des correctifs à apporter», insiste René Longet, expert en durabilité. Il s'agit de converger vers un seul but : le développement durable. Pour y parvenir, l'Agenda 2030 offre à l'humanité «une orientation, un cadre d'action, une perspective, l'espoir de nouveaux équilibres». Le nouvel ouvrage du Genevois, qui décortique cette feuille de route internationale, se veut être «un outil de travail pour mieux comprendre et mieux agir». Des forêts à l'énergie, de la santé à la consommation, de l'éducation aux investissements : les chantiers abordés sont nombreux. «De destructeurs du vivant – donc d'une partie de nous-mêmes –, devenons-en les gardiennes et les gardiens», conclut l'expert engagé. *René Longet, Un plan de survie de l'humanité. Les Objectifs de développement durable, Éditions Jouvence, Saint-Julien-en-Genevois, 2020*

### DÉCONSTRUIRE LES CLICHÉS



(zs) Le médecin Jean-François Corty a travaillé pour de nombreuses ONG. Il a parcouru le monde – Afghanistan, Érythrée, Iran, Niger notamment –, mais aussi la France, devenue également un terrain d'actions humanitaires. Dans ce roman graphique, il livre son témoignage sur la question migratoire. Une question au cœur du discours politique et médiatique en Europe, abordée la plupart du temps sous un angle sécuritaire qui alimente peurs et fantasmes. Avec des données souvent erronées. Cet ouvrage déconstruit les clichés de manière efficace. Le propos y est plus libre que sur les plateaux télévisés. *Jean-François Corty, Jérémie Dres, Marie-Ange Rousseau, Profession solidaire. Chroniques de l'accueil, Steinkis, Paris, 2020*



## UN COMBAT SÉCULAIRE



(zs) Le grand reporter Olivier Piot consacre un nouvel essai aux Kurdes. Dans ce livre, il décrypte étape après étape le parcours d'un peuple longtemps oublié. De la Première Guerre mondiale jusqu'au combat contre l'organisation État islamique, c'est « un siècle de luttes et finalement toujours le même enjeu pour les Kurdes : gagner la reconnaissance de leur droit à entrer, par la grande porte, dans l'histoire moderne », écrit le journaliste. On leur a souvent fait des promesses, mais aucune n'a jamais été tenue. Répartis dans quatre pays (Iran, Irak, Syrie, Turquie), les Kurdes demeurent une nation sans État. Ils sont sunnites ou chiïtes, chrétiens ou juifs, alévis ou yézidites. Ils parlent l'arabe, le turc ou le perse, « au détriment des deux principaux dialectes kurdes, le sorani et le kurmandji, dont beaucoup ont perdu la maîtrise », relève l'auteur. Si plusieurs identités s'entremêlent, la notion de « kurdicité » demeure néanmoins intacte. Témoignages, analyses d'experts et éléments de reportage enrichissent l'ouvrage. *Olivier Piot, Kurdes, les damnés de la guerre, Éditions Les Petits matins, Paris, 2020*

## LA RÉVOLUTION VERTE EN MARCHÉ

(zs) La militante indienne écoféministe Vandana Shiva plaide en faveur d'une agriculture locale, familiale et biologique. Se basant sur trente années de recherches et d'expériences sur le terrain, elle démontre que ce n'est pas l'agriculture industrielle qui répond aux besoins de la population. Celle-ci ne fournit que 30% des aliments que nous consommons, tout en livrant « une guerre chimique contre la planète ». Ce sont les petits producteurs qui nourrissent l'humanité. Figure de la lutte contre les OGM, l'activiste indienne met en avant les pratiques agroécologiques, qui intensifient et diversifient les cycles de la nature. L'objectif ? « Produire de la nourriture de qualité en abondance, tout en utilisant moins de ressources. » Un manifeste pour la biodiversité, le vivant et la souveraineté alimentaire. *Vandana Shiva, Qui nourrit réellement l'humanité ?, Actes Sud, Paris, 2020*

## UN OUVRAGE MILITANT

(zs) Des tonnes de plastique sont jetées à la mer, les glaciers fondent à vue d'œil, les forêts primaires sont détruites : les scandales écologiques à travers le monde ne manquent pas. Journaliste engagé, Hugo Clément n'entend pas seulement sensibiliser la population, mais également l'inciter à agir. Car seul un engagement collectif pourra sauver la planète. L'auteur rêve d'« un monde où l'humain retrouverait sa juste place dans l'écosystème, assurant sa survie et celle d'autres espèces. Un monde où nous reviendrions à la raison ». Il emmène ses lecteurs à la rencontre de celles et ceux qui luttent au quotidien contre les dérives écologiques. À l'image de l'activiste Vanessa Antoinette Asare, de l'association Youth go green. D'Agbogbloshie, au Ghana, elle lance ce message : « Nous sommes vraiment en danger et ces objets viennent tous d'Europe ou des États-Unis. Même si cela en arrange certains ici, je vous en supplie, ne jetez pas ces déchets électroniques n'importe comment. » La sonnette d'alarme est tirée. Agissez ! *Hugo Clément, Journal de guerre écologique, Éditions Favre, Paris, 2020*

## UNE GÉNÉRATION DE PHOTOGRAPHES



(zs) Cet ouvrage rassemble plus de 300 photographies de 51 artistes africains. Des images toutes prises au 21<sup>e</sup> siècle, la plupart il y a moins de dix ans. Des regards affûtés sur les enjeux contemporains sociétaux, politiques, culturels et environnementaux. Les œuvres relatent le quotidien des villes qui ne cessent de s'étendre, mais aussi les questions d'identité, de genre et de sexualité. Loin d'une vision occidentale marquée par les stéréotypes. Un panorama dressé par Ekow Eshun, commissaire d'expositions, journaliste et écrivain. Il collabore avec la BBC, le *Financial Times*, *The Guardian* et *The New York Times* entre autres. *Ekow Eshun, Africa 21<sup>e</sup> siècle, Photographie contemporaine africaine, Éditions Textuel, Paris, 2020*

## FILMS

## PRIVÉ D'ÉCOLE

(cd) Le documentaire *Ridoy* illustre le dilemme des enfants travailleurs et de leurs familles au Bangladesh. Le jeune Ridoy, 12 ans, travaille dans l'une des nombreuses usines de cuir de Dhaka, pour soutenir sa famille. Une activité pénible dans un environnement extrêmement pollué et dangereux pour sa santé. Comme la plupart de ses camarades, Ridoy ne va pas à l'école, faute de temps et d'argent. Depuis deux ans, il lave et transporte des peaux d'animaux traitées, destinées à l'exportation dans le monde entier et à la fabrication de sacs, de vêtements et de chaussures de football. Une organisation humanitaire lui propose de participer à des ateliers d'une heure par jour, mis sur pied pour les enfants travailleurs. Ridoy apprend à lire, à écrire et à compter. Il commence à rêver d'un avenir différent. *Ridoy, documentaire d'Irja von Bernstorff, Allemagne et Bangladesh/2017; disponible en ligne ou en vidéo à la demande (VOD), avec matériel pédagogique: <https://catalogue.education21.ch/fr/ridoy>*

## INGCIGNITO À FÈS

(wr) En 1866, le peintre soleurois Frank Buchser est envoyé aux États-Unis pour peindre un tableau monumental représentant des « héros de la guerre civile », destiné à la future salle du Conseil national à Berne. Au début, il brosse les portraits des politiciens et des généraux qu'on lui demande. Mais il commence à s'intéresser aux populations autochtones déportées dans les réserves et aux conditions de vie des anciens esclaves nouvellement libérés. Des années auparavant, fasciné par la culture mauresque, Frank Buchser s'était rendu à Fès déguisé en cheikh turc. La ville marocaine était alors interdite aux chrétiens sous peine de mort. Le film *The Song of Mary Blane* du réalisateur Bruno Moll raconte les deux voyages aventureux de cet artiste original et rebelle. Le récit commence par les émeutes d'août 2017 à Charlottesville et les notes du journal intime de Frank Buchser en 1869, lorsqu'il réalise le portrait du Général Lee. *The Song of Mary Blane, de Bruno Moll; en streaming sur [filmingo.ch](http://filmingo.ch)*

## MUSIQUE

## UN DÉBUT PROMETTEUR

(er) Dans le nord du Bénin, une région rurale et pauvre, sept jeunes filles de 10 à 17 ans jouent de la guitare électrique, des claviers, de la basse électrique, de la batterie et des percussions traditionnelles. Exceptionnel, car la tradition

ouest-africaine ne permet aux femmes que le chant et la danse. Il y a cinq ans, André Baleguemon, musicien et directeur d'une école de musique dans la petite ville de Natitingou, appelait à participer à un atelier de musique via une station de radio. Le groupe de filles qui se forme au fil des sessions sera la Star Feminine Band. Son premier CD est un mix musical exubérant et dansant, allant du rock garage à la rumba congolaise, en passant par les rythmes sato-vodoun béninois et le chant choral. Les chansons sont à la fois gaies et puissantes: les paroles écrites dans les langues et dialectes du Bénin ainsi qu'en français reflètent les aspirations des filles à l'émancipation, à la liberté et à l'autodétermination. Elles dénoncent les mutilations génitales féminines et le mariage forcé. Conclusion: un début prometteur! *Star Feminine Band*, Star Feminine Band (Born Bad Records / Cargo)

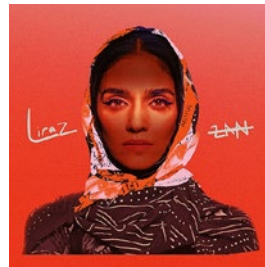
## DIALOGUE FILIGRANE



(er) Les deux joueurs de vièle se connaissent depuis trois décennies: le Turc Derya Türkan, né à Istanbul en 1973, et le Grec Sokratis Sinopoulos, né à Athènes en 1974. Dans une église belge, ils font résonner le klasik kemençe turc à trois cordes, en forme de poire et la politiki lyra grecque, pratiquement identique. Avec les huit titres de leur troisième album, les deux virtuoses se lancent dans un voyage imaginaire à travers des lieux comme Istanbul, Izmir ou les Cyclades. En duo, ils explorent et associent des facettes musicales qui leur sont communes, comme les sonorités soufies ou le rembetiko. Les sons radieux de

leurs instruments s'entretissent, tout en douceur et en légers battements. Les musiciens improvisent parfois sur des chansons d'amour ou de danse connues, ou sur des cérémonies de derviches. Le résultat est à la hauteur de ce que promet le titre du CD: des lieux sonores fascinants, intenses, quelquefois élégiaques, qui s'égrènent dans un dialogue aérien et filigrane. *Derya Türkan et Sokratis Sinopoulos*, Soundplaces (Seyir Muzik/Galileo Music)

## EXPÉRIENCE ACOUSTIQUE PUISSANTE



(er) Liraz Chahri a réalisé un projet musical improbable. Pour son deuxième album *Zan* (le titre signifie « femme »), la chanteuse et actrice israélienne de 43 ans a travaillé avec son groupe de musique juif, mais aussi de manière virtuelle et clandestine avec des musiciens iraniens anonymes. En Iran, le contact avec Israël est interdit et les femmes n'ont pas le droit de chanter en public. Liraz Chahri est elle-même issue d'une famille persane. Elle a créé une électro-pop envoûtante, nourrie de sonorités rétro d'avant la révolution iranienne de 1978. Rythmes de danse martelés, riffs de guitare et groove à la basse, sur fond de timbre oriental tiré d'un synthétiseur de cordes et de luth à caisse baglama avec ses trois cordes doubles, enivrent également. De sa voix claire et parfois mystérieuse, elle chante en farsi pour la réconciliation d'Israël et de l'Iran, pour les femmes et leur liberté. À découvrir également, une berceuse traditionnelle et un poème soufi du poète musulman Rumi (1207-1273). Une expérience acoustique puissante! *Liraz, Zan* (Glitterbeat Records / Indigo)

## COUP DE COEUR



### Culture hybride et... drôle!

**La rappeuse valaisanne KT Gorique veut être un pont entre les cultures. Pour faire connaître ses origines ivoiriennes, elle glisse dans ses morceaux des expressions locales. Son dernier album, intitulé *Akwaba*, signifie « bienvenue » en baoulé (dialecte ivoirien).**

La culture ivoirienne fait partie de qui je suis. J'ai découvert ma passion pour la musique en Côte d'Ivoire, où j'ai grandi jusqu'à l'âge de onze ans. Ayant toujours de la famille là-bas, j'essaie d'y retourner chaque année. Je suis attachée à l'énergie de ce pays, à sa philosophie de vie également: toujours voir les choses de manière positive. On est ici, sur Terre, pour une raison. À nous d'être courageux, de travailler dur, mais aussi de prendre du plaisir. J'essaie de bâtir un pont entre les cultures. Pour faire découvrir aux gens mes origines, j'intègre dans mes morceaux des expressions nouchi (argot ivoirien) et baoulé. Avec, pour résultat, un français hybride. Hybride aussi est ma musique, réunissant différents styles: rap et reggae avec des instrumentations africaines notamment. La scène rap en Côte d'Ivoire a émergé à la fin des années 1990. La première rappeuse à succès Nash dénonçait les hommes qui faisaient des enfants aux femmes, sans les assumer ensuite. La génération actuelle, avec Andy S par exemple, conserve l'identité africaine avec de nombreuses langues et expressions nouchi, tout en la transposant dans un rap moderne. Le groupe de hip-hop Kiff No Beat a, lui, développé le Dirty Décalé, issu d'un mélange entre le Dirty South américain et le coupé-décalé ivoirien. Avec des paroles hyper drôles! À consommer sans modération.

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

## IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Georg Farago (coordination globale), Beat Felber, Luana Nava, Marie-Noëlle Paccolat, Charlotte Stachel, Özgür Ünal

### Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

### Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

### Tirage total: 47 400 exemplaires

**Couverture:** Quelque treize millions de Syriens ont été contraints de fuir leur foyer. Ici, des réfugiés photographiés à la gare de Vienne, en septembre 2015. © Mads Nissen/Politiken/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch  
www.ddc.admin.ch



« Dans les crises comme celle de la Syrie, le pire et le meilleur de l'humanité se côtoient. Nous assistons à des attaques brutales contre des civils, à la torture, aux emprisonnements. Mais il y a aussi l'héroïsme de ceux qui sont prêts à aider. »

Mark Cutts, page 16

---

« Ma cousine est inquiète, car Saşa doit scanner ses empreintes digitales à l'entrée et à la sortie de l'usine. »

Gheorghe Erizanu, page 25

---

« De nombreux Haïtiens se sentent abandonnés par leur gouvernement et le reste du monde. »

Fabrizio Poretti, page 27

---